

MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le gouvernement engage de nouvelles orientations

Pour bâtir un marché du travail moderne, organisé et capable d'absorber les transformations économiques que connaît le pays, l'Algérie mise désormais sur une stratégie transversale où la formation, l'entrepreneuriat, la modernisation de l'emploi et la montée en gamme du tissu économique avancent de manière complémentaire. Construire un marché du travail performant, c'est aussi préparer les bases d'une économie nationale solide et diversifiée. Une vision partagée par trois ministères clés, qui considèrent que la jeunesse, lorsqu'elle est soutenue par des dispositifs adaptés et des opportunités concrètes, constitue le moteur essentiel de la transformation économique en cours. P 3



INAPI

Hausse de 20 % des demandes de brevets en 2025

Le directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), Abdelhafid Belmehdi, a annoncé hier à Oran une progression notable des dépôts de brevets en Algérie, confirmant la dynamique croissante de l'innovation nationale au cours des dernières années.

P 2

CASNOS

Plus de 400 000 nouveaux adhérents en deux ans

Le directeur des prestations à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) M Mahieddine Khoudja, invité par nos confrères de la radio nationale, est revenu en détail sur la situation des affiliés, les nouveautés en matière de numérisation, les mesures de facilitation pour la régularisation des cotisations ainsi que les mécanismes de retraite propres aux travailleurs non-salariés. Une occasion de rappeler les missions essentielles de la caisse et les défis à venir.

P 3

FONDS ALGÉRIEN
DES START-UP

Le nombre de startup financé sera triplé d'ici 2027

Le Fonds algérien des start-up (Algerian Start-up Fund-ASF) compte accélérer sa dynamique de soutien aux jeunes entreprises innovantes, en renforçant son capital social et en intensifiant ses financements pour tripler le nombre de start-up accompagnées d'ici 2027.

P 5

AU PROFIT DES LAURÉATS DES OLYMPIADES
DES MÉTIERS 2025

**Nesda organise aujourd'hui
une journée d'information** P 4

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Plus de 1 500 signalements
reçus en 2025** P 3

STARTUP ALGÉRIENNE «VOLZ»

**Une levée
de fonds historique
de 600 millions de DA** P 5

INAPI

Hausse de 20 % des demandes de brevets en 2025

Par R E.

Le directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), Abdelhafid Belmehdi, a annoncé hier à Oran une progression notable des dépôts de brevets en Algérie, confirmant la dynamique croissante de l'innovation nationale au cours des dernières années.

En marge du 15e Salon de l'innovation, organisé jusqu'au 9 décembre à l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO), M. Belmehdi a fait état d'une hausse de 20 % des demandes de brevets en 2025, avec 1 127 dépôts enregistrés à fin novembre, par rapport à la même période de 2024.

Le responsable a souligné que cette augmentation s'inscrit dans une tendance durable : «Les demandes de brevets d'invention progressent régulièrement depuis plusieurs années, témoignant de l'émergence d'une économie nationale davantage tournée vers la connaissance et l'innovation», a-t-il déclaré. Evoquant l'évolution des chiffres, il a rappelé que l'année 2024 avait franchi pour la première fois le seuil des 1 400 demandes, majoritairement déposées par des chercheurs et inventeurs algériens. En comparaison, 1 100 demandes avaient été enregistrées en 2023, contre 600 seulement en 2022.

Selon M. Belmehdi, cette évolution est d'autant plus significative qu'«entre 2012 et 2017, l'INAPI ne recevait que 200 à 300 demandes par an». Il a attribué cette progression à la création du ministère chargé de l'économie de la connaissance et des startups, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation menées dans les universités, qui ont renforcé la culture de la protection des inventions chez les chercheurs et jeunes innovateurs. Concernant les secteurs les plus dynamiques, il a indiqué que les produits parapharmaceutiques et cosmétiques notamment les huiles essentielles et les nouveaux procédés de fabrication arrivent en tête, suivis par la mécanique et l'électronique. «Ces résultats reflètent les efforts d'une nouvelle génération d'ingénieurs et d'inventeurs algériens, particulièrement active et créative», a-t-il estimé.

M. Belmehdi a enfin évoqué des perspectives «encore plus prometteuses» pour l'année 2026, relevant que les indicateurs du premier trimestre 2025 confirment une dynamique toujours orientée à la hausse.

SERVICES DE CONFIANCE ÉLECTRONIQUES

Le ministre présente un nouveau cadre juridique

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présenté, hier devant les membres du l'Assemblée Populaire Nationale (APN), un projet de loi fixant les règles générales relatives aux services de confiance pour les transactions électroniques et à l'identification électronique.

Par S R.

Ce texte vise à remplacer la loi 15-04 du 1er février 2015, dont l'application a été freinée par plusieurs obstacles techniques et organisationnels. Le ministre a rappelé que cette réforme s'inscrit dans la dynamique nationale de numérisation, considérée comme l'un des engagements prioritaires du Président de la République. Elle ambitionne de doter l'Algérie d'un environnement numérique fiable, sécurisé et propice à l'innovation, tout en renforçant la souveraineté numérique et en soutenant l'émergence d'une économie digitale durable.

Selon les travaux d'évaluation menés sous la supervision du ministère de la Défense nationale, le dispositif mis en place en 2015 souffrait notamment de la multiplicité des autorités de certification, du manque de clarté dans la répartition des compétences et de la difficulté pour les institutions publiques

d'intégrer le système, en raison de procédures lourdes et coûteuses.

Pour y remédier, le projet de loi propose la création d'une Autorité nationale de certification électronique, établissement public doté de la personnalité morale et chargé d'unifier la gestion des services de confiance dans les secteurs gouvernemental et économique.

Cette autorité assurera gratuitement les services destinés à l'administration, tandis que certains services à vocation économique pourront être soumis à redevance. Le texte élargit par ailleurs le champ des services de confiance, désormais étendus à l'horodatage électronique, l'envoi électronique recommandé, la validation des signatures et cachets électroniques, et la reconnaissance juridique des documents numériques. Il consacre également la validité juridique des contrats électroniques et précise les conditions de leur formation.

Autre nouveauté, le projet introduit le

principe de l'identification électronique, qui permettra aux citoyens et aux entreprises d'accéder en toute sécurité à un large éventail de services en ligne, constituant ainsi un socle essentiel à la transformation digitale du pays.

Concernant le contrôle, le dispositif prévoit un encadrement strict des prestataires de services de confiance, un système d'audit régulier ainsi qu'un régime de sanctions administratives, financières et pénales en cas de manquement.

Enfin, des dispositions transitoires garantiront la continuité des activités de certification jusqu'à l'installation opérationnelle de la nouvelle Autorité nationale. En clôturant son intervention, le ministre a assuré que cette réforme constitue une étape décisive pour l'instauration d'un cadre numérique moderne et sécurisé, capable d'accompagner la modernisation administrative et le développement des échanges commerciaux en Algérie.

TRAVAUX PUBLICS

Nécessité de parachever le projet de la ligne minière ouest avant

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaloui a présidé, dimanche, les travaux de la Sous-commission des travaux publics chargée du suivi du projet de la ligne minière ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, en présence des différents secteurs concernés, lors desquels la nécessité de parachever les travaux du

projet avant la fin de l'année en cours a été soulignée, indique un communiqué du ministère. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres du 16 novembre 2025, relatives au lancement de l'exploitation locale du mi-

nerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet à partir du premier trimestre 2026, ainsi qu'à la mise en service de l'ensemble des tronçons de la ligne ferroviaire minière, en janvier 2026.

Lors de la rencontre, un exposé détaillé a été présenté sur l'état d'avancement des travaux des tronçons restants de la ligne, notamment ceux liés à la pose des

rails et du ballast ainsi qu'à la réalisation des gares ferroviaires. De plus, il a été question également de la poursuite des travaux, l'intensification des efforts et la mobilisation de toutes les ressources disponibles afin de parachever les travaux de l'ensemble des tronçons avant la fin de l'année en cours.

PRÉVU DU 7 AU 13 MAI PROCHAIN DÜSSELDORF (ALLEMAGNE)

Les opérateurs algériens invités au salon « Interpack 2026»

Par Selma R.

Le salon mondial de l'emballage et des process associés, Interpack 2026, se tiendra bien du 7 au 13 mai 2026 à Düsseldorf, en Allemagne, au parc des expositions Messe Düsseldorf, a annoncé Daniel Dellemann, responsable de la gestion des marchés internationaux et de l'intelligence de marché au sein de la VDMA (Association des constructeurs de machines et équipements allemands).

Cet événement majeur, qui a lieu tous les trois ans, est une vitrine incontournable pour les innovations dans les secteurs de l'alimentation, des boissons, des cosmétiques, de la pharmacie, de la chimie et des

biens de consommation, avec des thèmes comme la fabrication intelligente, les matériaux innovants et les compétences d'avenir (Hot Topics). Lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger, Dellemann a présenté en exclusivité les thèmes qui structureront la prochaine édition du salon Interpack, qui se tiendra au parc des expositions Messe Düsseldorf. En effet, ce rendez-vous mondial, qui verra la participation de 2 800 exposants de plus de 60 pays et de visiteurs de 156 pays, mettra en lumière les innovations majeures dans des domaines clés comme la fabrication intelligente, les matériaux innovants et les compétences de demain (Hot Topics). Il constitue une plateforme stratégique pour les acteurs écono-

miques, permettant de découvrir des solutions à la pointe de la technologie et des évolutions décisives pour l'industrie. En effet, ce salon est perçu comme une opportunité pour les opérateurs algériens et l'industrie agroalimentaire d'une manière générale, afin de découvrir les nouvelles technologies dans le domaine pour poursuivre la dynamique du marché national et africain. Selon les chiffres présentés par les organisateurs de ce salon, l'Égypte et l'Algérie représenteront 12 millions de tonnes d'aliments emballés en 2024, avec une prévision de croissance de 22 % pour l'Égypte (15 millions de tonnes) et de 8,5 % pour l'Algérie (13 millions de tonnes) d'ici 2029. Ces deux pays sont des marchés de vente im-

portants et dynamiques. S'agissant des exportations mondiales de machines de transformation et d'emballage de produits alimentaires vers l'Afrique, elles se sont élevées à 3,4 milliards d'euros en 2024, soit une augmentation de 7,3 % par rapport à l'année précédente 2023 (3,2 milliards d'euros). Si l'on considère les cinq dernières années, le volume des exportations mondiales vers l'Afrique a augmenté chaque année depuis 2020. Les machines et les systèmes nécessaires à l'industrie dans cette région sont en grande partie importés. Les trois principaux pays fournisseurs de machines de transformation et d'emballage alimentaire en Afrique sont l'Italie, la Chine et l'Allemagne.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le gouvernement engage de nouvelles orientations

Pour bâtir un marché du travail moderne, organisé et capable d’absorber les transformations économiques que connaît le pays, l’Algérie mise désormais sur une stratégie transversale où la formation, l’entrepreneuriat, la modernisation de l’emploi et la montée en gamme du tissu économique avancent de manière complémentaire. Construire un marché du travail performant, c’est aussi préparer les bases d’une économie nationale solide et diversifiée. Une vision partagée par trois ministères clés, qui considèrent que la jeunesse, lorsqu’elle est soutenue par des dispositifs adaptés et des opportunités concrètes, constitue le moteur essentiel de la transformation économique en cours.

Par Adem A.

Le Centre familial de Ben Aknoun a ainsi accueilli, hier, la première Journée nationale sur l’emploi, la gestion de la prime de chômage et la médiation pour l’accès au travail, un rendez-vous qui a réuni plusieurs membres du gouvernement. Les ministres Abdelhak Saihi, en charge du Travail, Nassima Arhab, responsable de la Formation et de l’Enseignement professionnels, et Amel Abdellatif, en charge du Commerce intérieur, ont exposé une vision commune fondée sur l’accompagnement des jeunes, la formation qualifiante et la dynamisation de l’économie nationale. Dès l’ouverture des travaux, le ministre du Travail, de l’emploi et de la sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a rappelé la place stratégique de la question de l’emploi dans les priorités nationales. « L’emploi n’est pas simplement un dossier social, c’est une condition de stabilité et une clé du développement », a-t-il souligné, précisant que, sous l’impulsion du président de la République, l’État a engagé « des réformes profondes pour orienter les jeunes vers des emplois durables et productifs ». Le ministre a mis en avant les axes structurants de cette modernisation du marché du travail : numérisation de la médiation, transparence des offres d’emploi, lutte contre les formes précaires, amélioration des compétences et renforcement du lien entre entreprises et demandeurs d’emploi. « Nous sommes déterminés à bâtir un marché du travail efficace, organisé et capable de répondre aux aspirations de la jeunesse », a-t-il insisté. Il a également rappelé le rôle structurant de l’allocation chômage, qui constitue selon lui « un mécanisme de protection sociale, mais aussi une passerelle sécurisée vers l’emploi grâce à la formation et à l’accompagnement ». À cet

égard, le ministre a mentionné que l’État a alloué plus de 420 milliards de dinars (DZD) pour la seule allocation chômage, en plus d’une enveloppe budgétaire conséquente pour accompagner la récente augmentation de la prime, passée de 15 000 DZD à 18 000 DZD. Cette mobilisation de moyens financiers reflète l’engagement continu de l’État à maintenir son caractère social et à garantir la stabilité des différentes catégories de la société.

La formation professionnelle, pilier essentiel de l’insertion

La ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a ensuite mis en lumière la contribution déterminante de son secteur dans la construction d’un marché de l’emploi robuste. Elle a rappelé que son département dispose d’un réseau de plus de 1 100 établissements et de 16 centres d’excellence accueillant plus de 460 000 apprenants en 2025. La réforme engagée vise à adapter l’offre de formation aux besoins réels de l’économie. « Notre mission est de former des compétences capables de s’insérer durablement dans le monde du travail et de s’orienter vers l’entrepreneuriat », a-t-elle déclaré, en soulignant l’intégration croissante des technologies modernes, des compétences numériques et des métiers d’avenir. Les résultats obtenus témoignent de l’efficacité de cette orientation : 295 073 diplômés ont été insérés dans le marché du travail au cours des cinq dernières années, et le taux d’insertion des nouveaux diplômés atteint désormais 62 %. De plus, l’offre de formation s’est enrichie de 500 spécialités réparties sur 23 filières, dont 32 nouvelles liées à l’intelligence artificielle, à l’économie verte et aux énergies renouvelables.

Pour la ministre, la priorité est de renforcer les partenariats avec les entreprises.

Le commerce intérieur, moteur émergent de création d’emplois

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a pour sa part souligné la contribution croissante de son secteur à la dynamique de l’emploi. Elle a rappelé que l’essor des espaces commerciaux, des réseaux de distribution, de la logistique et du commerce électronique fait aujourd’hui de ce secteur « un véritable réservoir d’emplois pour les jeunes ». Les chiffres confirment cette tendance : plus de 230 000 nouveaux registres de commerce ont été délivrés aux personnes physiques depuis 2020, portant à 606 824 le nombre d’entreprises dirigées par des jeunes âgés de 18 à 38 ans. Chez les personnes morales, plus de 60 000 nouvelles sociétés ont été créées depuis 2020, dont 79 480 pilotées par cette même tranche d’âge. « Les jeunes sont aujourd’hui la force motrice du dynamisme commercial et de l’initiative économique », a affirmé la ministre, tout en soulignant que la transition numérique ouvre devant eux des opportunités inédites, notamment dans le commerce électronique. Elle a également annoncé la réhabilitation de plus de 200 marchés de proximité, en partenariat avec les collectivités locales, afin de lutter contre le commerce informel et de créer un environnement structuré et porteur d’emplois. Cette démarche est appuyée par l’organisation de 47 salons commerciaux cette année, dont 40 internationaux, qui ont constitué des plateformes essentielles pour les jeunes entrepreneurs en quête de visibilité et de partenariats.

CASNOS

Plus de 400 000 nouveaux adhérents en deux ans

Par Réda Hadi

Le directeur des prestations à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) M Mahieddine Khoudja, invité par nos confrères de la radio nationale, est revenu en détail sur la situation des affiliés, les nouveautés en matière de numérisation, les mesures de facilitation pour la régularisation des cotisations ainsi que les mécanismes de retraite propres aux travailleurs non-salariés. Une occasion de rappeler les missions essentielles de la caisse et les défis à venir. La Casnos compte, selon M. Khoudja, près de 1,2 million de cotisants pour l’année 2025, un chiffre en progression notable. Sur les deux dernières années, 400 000 nouveaux cotisants ont rejoint le régime des non-salariés, un indicateur clair d’une prise de conscience accrue quant à l’importance de la couverture sociale. La Casnos, rappelle-t-il, est responsable de la protection sociale des professions libérales, commerçants, artisans, agriculteurs, auto-entrepreneurs et, plus largement, de toutes les personnes exerçant une activité pour leur

propre compte. En cela, il précise que pour la caisse qu’il dirige, l’intégration des auto-entrepreneurs est un tournant majeur. En effet, depuis la mise en place officielle du statut d’auto-entrepreneur en 2024, 60 000 personnes relevant auparavant de l’informel ont rejoint la CASNOS. Une avancée importante, d’autant que cette catégorie bénéficie d’un régime de cotisation simplifié, fixé à 24 000 DA par an, avec possibilité d’opter pour une cotisation proportionnelle au chiffre d’affaires. « Ce dispositif a permis à des milliers de jeunes et de travailleurs indépendants d’obtenir une existence légale et une couverture sociale complète », explique M. Khoudja. À l’instar des autres institutions publiques, la CASNOS a engagé une modernisation en profondeur de ses services. La plateforme damancom.casnos.dz constitue aujourd’hui l’outil central de cette transformation. Il explique que cette plateforme propose trois espaces : « Espace Citoyen : demande de documents, simulations, affiliation en ligne ; Espace Assujettis pour la déclaration d’assiette, paiement en ligne, demande de mise à jour, retrait de la carte Chifa, dépôt de demande

de retraite et enfin Espace Prestataires conventionnés pour le suivi administratif et gestion des dossiers ». S’agissant des personnes en retard de paiement, la Casnos a lancé une campagne nationale de sensibilisation, jusque dans les communes et hameaux. L’objectif : expliquer les options de régularisation et éviter l’accumulation des dettes. A cela, les catégories sont concernées : Les cotisants réguliers qui n’ont pas encore payé leur année 2025, et les débiteurs ayant accumulé plusieurs années d’arriérés. Aussi, M. Khoudja rappelle que la caisse propose des échéanciers souples, adaptés aux capacités de chacun, et le gel des pénalités, à condition d’engager la régularisation avec la possibilité d’obtenir un dégrèvement de 50 % à 100 % des pénalités via les commissions de recours de wilaya. Plus de 400 000 affiliés ont déjà régularisé leur situation depuis fin 2023, un signe évident d’un regain de confiance. S’agissant des prestations offertes, il y a une couverture complète, assure-t-il, indiquant que la Casnos couvre deux volets essentiels, à savoir l’assurance sociale (maladie, maternité, invalidité) et la retraite.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION Plus de 1 500 signalements reçus en 2025

Par M. A.

À l’heure où la lutte contre la corruption devient un enjeu global, l’Algérie affirme sa volonté de moderniser ses dispositifs, de promouvoir la transparence et de protéger ceux qui osent dénoncer. Plus de 1 500 signalements ont été enregistrés par la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption au cours de l’année 2025. Ces chiffres traduisent non seulement une dynamique nouvelle et une prise de conscience citoyenne, mais aussi l’engagement des institutions dans un système de détection en pleine modernisation. Lors d’un entretien accordé au forum de la radio, la présidente de la Haute Autorité, Mme Salima Mesrati, a précisé : « Ce chiffre ne signifie pas que la corruption a augmenté, mais plutôt que les canaux de dénonciation se démocratisent et que la confiance dans les mécanismes de traitement se consolide ». Ces signalements sont examinés par une cellule dédiée qui se réunit toutes les deux semaines et permettent de dresser une « cartographie des vulnérabilités » sectorielles, facilitant ainsi l’adaptation des actions de prévention. La Haute Autorité insiste sur le volet préventif, qu’elle juge « moins coûteux et plus efficace » que les poursuites judiciaires. « Notre rôle est d’abord d’empêcher la corruption de se produire », a rappelé la présidente. Elle a ajouté : « Quand l’argent est détourné à l’étranger, les procédures de récupération sont longues, complexes et coûteuses. Mieux vaut travailler en amont ». L’analyse des 1 540 signalements reçus en 2025 a permis d’identifier les secteurs les plus exposés aux soupçons sans pour autant préjuger de la réalité des faits et d’ajuster les plans d’action. « Environ la moitié de ces signalements débouchent sur des investigations approfondies », a détaillé Mme Mesrati. « Les autres sont écartés soit parce qu’ils relèvent d’autres autorités, soit parce qu’ils manquent de fondement concret ». La confidentialité des lanceurs d’alerte reste une priorité absolue : « Tous nos agents signent un engagement de confidentialité, du simple gardien au plus haut responsable. Nous utilisons des canaux sécurisés et ne révélons jamais l’identité d’un citoyen sans son accord », a-t-elle assuré. Par ailleurs, un cadre juridique renforcé, incluant la loi 06-01 et des dispositions du code de procédure pénale, offre désormais une meilleure protection aux alertants.

COMITÉ PERMANENT DU DROIT D’AUTEUR ET DES DROITS CONNEXES DE L’OMPI

L’Algérie élue vice-présidente

L'Algérie, représentée par le directeur général adjoint de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), Mehdi Dilmî, a été élue vice-présidente du Comité permanent des droits d'auteur et des droits connexes (SCCR) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), pour deux ans (2026-2027), représentant le Groupe africain, et ce lors de la clôture de la 47e session du Comité, tenue à Genève (Suisse), indique un communiqué de l'ONDA.

Le SCCR est "l'un des principaux organes intergouvernementaux chargées de l'élaboration et du développement des règles internationales dans les domaines des droits d'auteur et des droits connexes, notamment à la lumière des transformations numériques et technologiques mondiales", ajoute le communiqué.

Cette élection se veut "une reconnaissance internationale du rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien du système des droits d'auteur aux niveaux régional et international", et "de la contribution technique et professionnelle de l'ONDA au sein de cet espace multilatéral".

A cette occasion, l'ONDA a exprimé ses remerciements et sa gratitude au Groupe africain pour son soutien au candidat de l'Algérie, ainsi qu'à la mission permanente de l'Algérie à Genève pour son accompagnement et son engagement en faveur du renforcement de la présence de l'Algérie au sein de l'OMPI.

La nouvelle direction de ce comité est composée de M. Peter Labody (Hongrie), président, de M. Mohamed Mehdi Dilmî (Algérie), vice-président, et de M. Martin Augusto Cortese (Argentine), également vice-président. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. Dilmî "œuvrera au développement des travaux du Comité, à la promotion du dialogue entre les Etats membres et des consensus nécessaires", pour progresser efficacement dans les dossiers liés aux droits d'auteur et aux droits connexes.

A cette occasion, l'Office a réaffirmé "son engagement à œuvrer pour la promotion des industries culturelles et créatives en Algérie, la protection des droits des créateurs, et le renforcement de la coopération africaine et internationale dans ce domaine".

FORMATION PROFESSIONNELLE

La ministre inaugure l’Institut africain de formation professionnelle à Boumerdès

Un projet phare qui renforce la coopération intra-africaine et affirme le rôle de l'Algérie en tant que pôle régional de formation spécialisée.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab , a inauguré hier, l'Institut africain de formation professionnelle situé à la zone de la côte, dans la wilaya de Boumerdès. La cérémonie a également vu la présence de Mme Selma Bakhta Mansouri, secrétaire d’État auprès du ministre des Affaires étrangères chargée des affaires africaines, ainsi que de Monsieur Gaspard Banyankimbona, commissaire aux affaires de l’Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l’Innovation de l’Union africaine, en plus de Madame Fawzia Naamane, wali de Boumerdès. Ce projet s’inscrit dans le cadre du soutien de l'Algérie pour renforcer la coopération

intra-africaine et promouvoir des partenariats professionnels basés sur une approche pratique visant à échanger des expériences et à élever le niveau de qualification dans diverses spécialités techniques.

L'institut accueille depuis le début du mois de novembre des promotions d'apprentis africains, bénéficiant d'une capacité d'accueil importante de 1 000 places pédagogiques, ce qui permet d'accueillir des stagiaires venant de différents pays africains dans le cadre d'un programme de formation complet.

L'institut se distingue par une infrastructure pédagogique de pointe comprenant des salles de cours modernes équipées des dernières technologies éducatives, des laboratoires pratiques conformes aux normes internationales et des espaces dédiés à la formation pratique, en faisant ainsi un centre d'excellence en formation

spécialisée, capable d'attirer des étudiants et des stagiaires de tout le continent africain. L'Algérie prend en charge dans son intégralité les stagiaires venus des pays africains frères en termes d'hébergement, de restauration et de transport. Une initiative particulière permet également à chaque stagiaire de recevoir un kit d'outils professionnels complet à la fin de sa formation, lui permettant ainsi de lancer directement ses projets professionnels dès son retour dans son pays. L'inauguration de cet institut constitue un ajout qualitatif au paysage de la formation professionnelle nationale, et une étape stratégique qui solidifie la wilaya de Boumerdès comme un pôle régional majeur dans le domaine de la formation et de la qualification. Elle renforce également le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur clé contribuant à l'amélioration du niveau professionnel et technique de la jeunesse africaine.

AU PROFIT DES LAURÉATS DES OLYMPIADES DES MÉTIERS 2025

Nesda organise aujourd’hui une journée d’information

L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat "Nesda" organisera, aujourd'hui mardi à Alger, une journée d'information au profit des lauréats des olympiades des métiers "Skills Olympics 2025", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Cette journée d'information, organisée au niveau de la Bibliothèque nationale "El Hamma", vise à accompagner les lauréats et à leur permettre de découvrir les différents dispositifs, mécanismes et programmes de soutien à la création d'entreprises, avec un accent particulier sur la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des diplômés de la formation professionnelle, ajoute la même source. L'événement sera également marquée par l'organisation d'une exposition regroupant des micro-entreprises performantes créées par des diplômés des instituts et centres de formation professionnelle, financées et accompagnées par l'Agence. Cette initiative vise à mettre en avant des modèles inspirants de réussite et à valoriser des parcours entrepreneuriaux ayant su s'intégrer sur le marché et générer une réelle valeur ajoutée, selon le communiqué. Des présentations et orientations seront proposées concernant les opportunités disponibles, les facilités offertes,

ainsi que les perspectives d'investissement dans les secteurs porteurs. Cette journée rassemblera un large panel d'acteurs de l'écosystème national de l'entrepreneuriat : organismes d'appui et d'accompagnement, partenaires dans les domaines de la formation et de l'innovation, ainsi que des experts

et spécialistes en entrepreneuriat.

"Cette participation diversifiée contribuera à créer un espace d'échanges permettant le partage d'expériences et le développement de nouvelles passerelles de coopération au profit des jeunes lauréats", est-il indiqué dans le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 07 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Décembre 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا
	Tomate	159	178	140	الطماطم
	Oignon sec	56	63	49	البصل الجاف
	Ail sec	731	800	661	الثوم الجاف
	Carotte	87	98	76	الجزر
	Navet	97	108	85	اللفت
	Choux fleur	109	121	96	قرنبيط
	Choux	89	102	76	الكرنب
	Courgette	179	199	158	الكوسة
	Haricot vert	188	211	165	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	134	148	119	الخس
Fruits frais	Clémentine	208	250	165	كليمونتين
	Orange	178	211	145	البرتقال
	Citron	162	188	136	الليمون
	Pomme locale	365	448	282	التفاح المحلي
	Datte	491	621	361	التمر
	Banane	464	482	447	الموز
	Grenade	192	222	161	الرمان
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	1899	2053	1745	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	351	363	338	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	315,00	315,00	0,00	-20,41	-25,79	5,56	11,11	25000	7 875 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,92	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,02	2,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,71	10,96	5,44	53121	122 125 179,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,21	-9,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	3,70	4,70	3,97	5,00	0	0,00

FNPOS

Ouverture des inscriptions au programme de 2460 LPA à partir du 11 décembre

Le Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS) a annoncé, dimanche, l'ouverture à partir du 11 décembre en cours, des inscriptions pour bénéficier d'un programme de 2460 logements promotionnels aidés (LPA 2), réalisés par le Fonds dans 24 wilayas, et ce au profit des travailleurs salariés et des retraités affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). Les personnes remplissant les conditions d'éligibilité pourront s'inscrire exclusivement via la plateforme: <https://sakani.fnpos.dz>, et ce à partir du 11 décembre 2025 et durant 15 jours, sans avoir à se déplacer vers les structures du Fonds, précise la même source. Cette démarche participe des efforts visant à alléger les procédures administratives, moderniser les services et assurer un traitement transparent des demandes, dans le cadre de la transformation numérique

conformément aux engagements du président de la République en matière de numérisation du service public et d'amélioration de la gouvernance du secteur économique". Le programme d'habitat du Fonds, actuellement en cours de réalisation, concerne 24 wilayas, à savoir: Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Béchar, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Djelfa, Sétif, Sidi Bel Abbès, Guelma, Constantine, Médéa, M'sila, Ouargla, Oran, El Tarf, Souk Ahras, Tipaza, Ain Témouchent, Ghardaïa et Timimoun. Le FNPOS, relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, met à la disposition des citoyens la plateforme électronique <https://sakani.fnpos.dz> pour consulter les conditions de candidature, les critères de sélection et les sites des logements disponibles. (APS) 58801/360 /296

FONDS ALGÉRIEN DES START-UP

Le nombre de startup financé sera triplé d’ici 2027

Le Fonds algérien des start-up (Algerian Start-up Fund-ASF) compte accélérer sa dynamique de soutien aux jeunes entreprises innovantes, en renforçant son capital social et en intensifiant ses financements pour tripler le nombre de start-up accompagnées d’ici 2027.

Par Sirine R

C'est ce que le directeur général du Fonds, Anis Rahabi, a annoncé, hier à Alger, dans une déclaration accordée à l'APS, en marge de sa participation à la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, organisée du 6 au 8 décembre à Alger. Il a en effet précisé que l'ASF, qui a déjà financé plus de 130 start-up depuis sa création en 2020, ambitionne de porter ce nombre à 380 d'ici 2027. Ce fonds public de capital-risque soutient les jeunes entreprises labellisées «Start-up» en prenant temporairement une participation via des fonds propres pour accompagner la croissance de leurs projets, sans exiger de remboursement immédiat. Comme tout investisseur en capital-risque, l'ASF se retire une fois la start-up arrivée à maturité ou après une nouvelle levée de fonds. Sa mission consiste ainsi à injecter du capital dans des initiatives à fort potentiel, souvent à un stade où les investisseurs privés restent prudents, avant de laisser la main aux acteurs du marché ou aux fondateurs. La première sortie du capital a été officialisée dimanche à l'occasion de la 4e Conférence africaine des start-up. Il s'agit de la startup

Volz qui a réalisé une levée de fonds de 600 millions de dinars (près de 5 millions de dollars), menée par un consortium d'investisseurs privés. «Cette réussite commerciale majeure représente un message fort pour l'écosystème», a estimé M. Rahabi, précisant que la participation de l'ASF s'est effectuée sous forme d'un apport représentant 26% du capital. Ce partenariat, d'une durée d'environ 18 mois, a permis à l'entreprise d'enregistrer une croissance «impressionnante», atteignant 1,4 milliard de dinars de chiffre d'affaires cumulé au 30 septembre 2025. Volz, qui ambitionne désormais d'élargir son champ d'activité aux services hôteliers, a pu générer une plus-value supérieure à 3,35x, soit 3,35 dinars de retour pour chaque dinar investi. Une deuxième sortie est attendue «dans les prochains jours», selon le directeur général qui a indiqué qu'elle concerne une start-up spécialisée dans l'intelligence artificielle. Cette opération sera suivie « prochainement » par 5 autres sorties, a-t-il ajouté, soulignant qu'une liste de start-up prêtes à accueillir des investisseurs nationaux et étrangers est en cours d'élaboration afin de renforcer leur visibilité. La somme des enveloppes accordées par l'ASF a globalement

augmenté de 20 % entre 2024 et 2025, a fait savoir son directeur général, qui a annoncé la validation de la proposition d'augmentation du capital social. Le capital social de l'ASF passera ainsi de 2,4 milliards de dinars actuellement à 7 milliards de dinars, ce qui permettra davantage de prises de participation dans des startups de secteurs et de maturités variés. Evoquant le potentiel des startups en Algérie, M. Rahabi a souligné les avancées enregistrées depuis 2020, permettant l'émergence de futures « licornes algériennes » capables d'exporter et d'investir à l'étranger. Toutefois, la projection internationale des startups algériennes doit être accompagnée par une adaptation du cadre juridique, notamment du règlement de la Banque d'Algérie 14/04 fixant les conditions de transfert de capitaux à l'étranger au titre de l'investissement extérieur des opérateurs économiques de droit algérien, afin de tenir compte des spécificités de ce type d'entreprises. «L'adaptation du cadre juridique est indispensable pour permettre aux startups de valoriser leurs capacités à l'extérieur, tout en maintenant les équipes de développement en Algérie», a-t-il déclaré.

ENTREPRENEURIAT ENVIRONNEMENTAL

Lancement d’un programme de formation algéro-africain pour les jeunes du continent

Par R E.

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a annoncé hier à Alger le lancement d'un programme de formation algéro-africain destiné aux jeunes du continent africain dans le domaine de l'écologie afin de les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat environnemental et à développer leurs compétences en matière d'innovation verte. Cette annonce a été faite au cours d'une allocution prononcée par Mme Krikou lors d'une rencontre scientifique consacrée à l'accompagnement des start-up dans le domaine environnemental, sur le thème "L'innovation verte, développement environnemental durable", organisée en marge de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up (ASC), qui se déroule au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, et le vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, Ousmane Dione. A cette occasion, Mme Krikou a expliqué que son département ministériel, en collaboration avec le ministère de l'Economie de la connaissance, lancera un programme de formation algéro-africain destiné aux jeunes innovateurs du continent dans le domaine de l'écologie pour les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat environnemental et développer leurs compétences en innovation verte à travers les structures du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), en phase avec les

dernières avancées en matière des innovations environnementales. Ce programme de formation à l'entrepreneuriat environnemental sera lancé par le CNFE avec le financement du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovateurs en Afrique, a ajouté la ministre. Lors de cette journée scientifique, qui a réuni plusieurs start-up activant dans le domaine de l'environnement, Mme Krikou a mis l'accent sur l'engagement du secteur pour la formation et l'accompagnement des start-up innovantes, notamment à travers les établissements sous tutelle tels que le CNFE, dans le but de développer des solutions contribuant à la protection et au développement des ressources naturelles. "L'Algérie est aujourd'hui un modèle pionnier dans l'accompagnement des jeunes et des porteurs de projets environnement, et ce grâce aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pleinement convaincu de l'importance de la durabilité dans l'économie mondiale", a-t-elle souligné ajoutant que cette démarche s'est concrétisée à travers le renforcement du cadre législatif et réglementaire par de nombreux textes adaptés, qui ouvrent des perspectives vers le monde durable, en harmonie avec la jeunesse mondiale en général, et africaine en particulier. De son côté, M. Ouadah a affirmé que son secteur encourageait le lancement de projets innovants dans le domaine de l'économie verte à travers l'accompagnement et le financement des entreprises, et le soutien de l'entrepreneuriat chez les jeunes, dans les universités et les instituts, dans le but d'asseoir un nouveau modèle économique durable. Après avoir souligné la nécessité de consolider

le tissu des entreprises actives dans le domaine de l'environnement et mettant à profit la numérisation, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'axer sur le travail collectif dans certaines filières, telles que le tri sélectif des déchets en vue de leur transformation en matières premières, pour protéger l'environnement et contribuer au développement de l'économie circulaire, relevant que "certaines Start-up ayant proposé de bons projets souhaitent bénéficier du soutien de la Banque mondiale, à l'heure actuelle". De son côté, le représentant de la Banque mondiale a salué le rôle de premier rang de l'Algérie dans le domaine de l'économie de la connaissance, soulignant qu'elle regorge de jeunes talents et d'un écosystème aux capacités énormes. Il a, en outre, souligné l'importance des mesures prises par les pouvoirs publics pour le développement des Start-up. M. Dione a souligné le rôle de l'investissement dans l'innovation verte, compte tenu de sa contribution à la création d'emplois et à la prospérité durable en Algérie et en Afrique, affirmant que le Groupe de la Banque mondiale est prêt à œuvrer de concert avec l'Algérie au soutien de l'innovation verte. Lors de cette rencontre, le rôle du secteur de l'Environnement et de la Qualité de Vie dans l'implication des jeunes dans l'investissement vert et la promotion des métiers de l'environnement, a été mis en avant, avec la projection d'un documentaire sur le rôle du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), dans l'encadrement des propriétaires de Start-up et des jeunes porteurs d'idées dans l'entrepreneuriat environnemental.

STARTUP ALGÉRIENNE «VOLZ» Une levée de fonds historique de 600 millions de DA

Par R E.

La startup algérienne «VOLZ », pionnière de la travel-tech et première plateforme locale permettant de réserver n'importe quel vol en dinar, avec paiement en ligne ou paiement à la livraison, a annoncé une levée de fonds historique de 600 millions de dinars (près de 5 millions USD), menée par un consortium d'investisseurs privés sous la conduite de «Tell Group», aux côtés du Groupe GIBA – Groupe Industriel Bahahoum Algérie , conglomérat familial basé à Biskra et connu notamment pour sa marque d'eau minérale «Guedila ». Cette opération marque une double première dans l'écosystème tech algérien : La première sortie réussie du fonds public des startups : l'Algerian Startup Fund (ASF), créé en octobre 2020, qui réalise une plus-value supérieure à 3,35x sur son investissement initial. L'une des plus importantes levées de fonds jamais réalisées par une startup algérienne en dinars. Fondée en 2023, VOLZ a démontré en un temps record la solidité de son modèle. Les investisseurs entrants ont été séduits par un service hybride unique en Algérie, adapté aux réalités du marché (monnaie locale, paiement en ligne ou à la livraison, réservation multicompanies, service client premium) ; une exécution remarquable, capable de digitaliser un marché historiquement complexe et fragmenté ; une vision claire : redonner le pouvoir au voyageur et une croissance continue portée par l'innovation, la simplicité d'usage et la confiance des utilisateurs. « Cette levée marque une nouvelle étape pour VOLZ. Elle nous permet d'accélérer notre mission : redonner le pouvoir au voyageur algérien en rendant le voyage plus simple, plus clair et plus accessible. Nous remercions l'ASF pour son rôle historique dans nos débuts et accueillons nos nouveaux investisseurs avec ambition et responsabilité », a déclaré Mohamed Abdelhadi MEZI, CEO de VOLZ. L'événement a été marqué par un partenariat stratégique avec Turkish Airlines, grâce auquel VOLZ offrira à son réseau de PME partenaires un accès privilégié aux tarifs corporate et aux avantages exclusifs du programme Turkish Airlines Corporate Partner. Ce dispositif permettra aux petites et moyennes entreprises bénéficiant des services de VOLZ de profiter de conditions préférentielles sur leurs déplacements professionnels à l'international. Ce partenariat reflète l'ambition commune des deux parties d'accompagner la croissance des PME algériennes en facilitant leur mobilité et leur ouverture vers de nouveaux marchés.

BATNA / HÔPITAL
D'AIN TOUTA
**Remise en exploitation
du service des urgences
médicochirurgicales
après sa restauration**

Le service des urgences médicochirurgicales de l'établissement public hospitalier d'Ain Touta, dans la wilaya de Batna, a été remis en service dimanche après-midi après sa restauration et réhabilitation au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Riadh Benahmed. L'opération a permis l'extension du service et l'augmentation de sa capacité de 9 à 23 lits dont 10 réservés au déchoquage contre 1 seul auparavant, a précisé dans ses explications le directeur de l'établissement, Nouredine Nefissi. L'activité du service avait été transférée temporairement à la maternité de la ville pendant la période des travaux de cette opération du programme sectoriel, a souligné le même cadre. Des équipements très modernes ont été fournis au service pour assurer des prestations de qualité aux malades et à la population de cette commune qui compte plus de 100.000 habitants, selon la même source. Cet établissement public hospitalier accueille annuellement des journées chirurgicales dans diverses spécialités dont celle des malformations congénitales chez les enfants et a été sélectionné par le ministère de la Santé parmi 14 établissements modèles à l'échelle nationale dans le domaine de la numérisation y comprenant le dossier électronique du patient, selon les responsables locaux du secteur.

BOUMERDES
**Raccordement des
communes de Keddara-
Bouzegza et Kherrouba
à un double système
d'alimentation en eau**

L'Algérienne des eaux (ADE) de Boumerdes s'attelle actuellement au lancement d'un projet visant à raccorder les communes de Keddara-Bouzegza et Kherrouba, à l'Ouest de la wilaya, à un double système d'alimentation combinant les transferts du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou) et l'eau dessalée de la station de Cap Djinet 2, à-on informé, dimanche, de la direction de l'établissement. En marge d'une visite d'inspection du wali Fouzia Naama à plusieurs projets de développement, le directeur de l'ADE, Youcef Heddami, a expliqué que les travaux seront lancés "prochainement" et la mise en service interviendra "avant le mois de Ramadhan 2026". Ce projet stratégique, doté d'une enveloppe de plus de 35 millions DA, permettra d'améliorer considérablement l'alimentation en eau potable (AEP) des deux communes, a-t-il souligné. Le projet s'ajoutera, de même source, à d'autres opérations en cours de préparation en vue d'un lancement prochain, dont notamment la réhabilitation et le renforcement des réseaux d'AEP à Hammedi et Khemis El Khechna, ainsi qu'une étude sur le système de distribution d'eau potable dans la région de Sidi Helou à Boudouaou. A noter que la wilaya de Boumerdes est actuellement alimentée par le système de transfert du barrage de Taksebt, ainsi que par les barrages de Keddara-Bouzegza, El Hamiz et Beni Amrane, en plus de l'eau dessalée issue des stations de dessalement de l'eau de mer.

MASCARA

Pose de la première pierre pour la réalisation de 2.400 logements du programme AADL 3

Le Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Riad Guemdani, supervisé, dimanche soir à Mascara, a posé de la première pierre d'un projet de réalisation de 2.400 logements de la formule location-vente dans le cadre du programme "AADL 3".

Ce projet sera réalisé au niveau du pôle urbain "Hamama" dans la commune de Tizi, avec des délais de réalisation oscillant entre 18 et 24 mois, selon les explications fournies par les responsables de la direction des projets AADL de la wilaya de Mascara. Le Directeur général de l'AADL a souligné, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie tenue en présence du wali de Mascara, Fouad Aïssi, que ce pôle urbain dispose d'une superficie permettant l'implantation d'un grand nombre de logements

de la formule localisation-vente au titre du programme AADL 3, ainsi que d'équipements publics. Il a révélé que le nombre total de logements de la formule location-vente affectés au programme AADL 3, à ce jour, a atteint 16.450 unités, réparties entre les wilayas de Constantine, Ouargla, Saïda, Médéa, Tébessa et Mascara. Par ailleurs, M. Guemdani a affirmé que l'AADL a "réalisé de grands progrès" dans le domaine de la numérisation, en mettant en place une plateforme numérique qui permet la gestion des dossiers de 1.440.340

souscripteurs inscrits à l'échelle nationale. Au total, 1.321.532 souscripteurs ont activé leurs comptes et 1.281.717 d'entre eux ont téléchargé leurs dossiers via la même plateforme. Le responsable a ajouté que l'AADL a pris des mesures anticipatives pour préparer le lancement et la mise en œuvre du programme AADL 3, signalant que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, "veille personnellement à la concrétisation du projet AADL 3".

MILA

Projet de rénovation des systèmes d'AEP de 4 agglomérations de la commune de Hamala

Le secteur de l'hydraulique dans la wilaya de Mila a réalisé d'un projet de rénovation des systèmes d'approvisionnement en eau potable (AEP) de quatre agglomérations secondaires relevant de la commune de Hamala, à-on avisé dimanche auprès de la direction locale du secteur. Une enveloppe financière de 250 millions DA a été attribuée au titre du programme de l'exercice

2026 pour la rénovation, la réhabilitation et la réalisation de systèmes d'approvisionnement en eau potable au profit de quatre agglomérations de cette commune, a précisé à l'APS le chef du service d'AEP de cette direction, Fateh Lekehal. Il s'agit des agglomérations de "Cheklibi Mekhlouf", "El Ouassaf", "El Badi" et "Boulefreh", a précisé le même responsable, ajoutant que ces agglomérations re-

quièrent la rénovation et l'extension de leurs réseaux d'où l'inscription de cette opération pour prendre en charge ces travaux et répondre aux besoins de leurs habitants en eau potable. Les travaux ainsi programmés portent sur l'augmentation des capacités de stockage d'eau par la réalisation de trois châteaux d'eau, la rénovation et la réhabilitation des anciennes canalisations vétustes et l'extension des réseaux pour

toucher les habitations nouvellement réalisées dans ces agglomérations, selon la même source. Les services du secteur de l'hydraulique travaillent actuellement à préparer le cahier des charges de ce projet qui vise outre l'amélioration du service de l'eau à lutter contre les maladies à transmission hydrique et qui sera lancé au cours de la prochaine année, à-on indiqué.

GUELMA

Les travaux de réalisation de la pénétrante Guelma-autoroute Est-ouest "bientôt" relancés

Les travaux de réalisation de la pénétrante devant relier Guelma à l'autoroute Est-ouest, au niveau des limites administratives de la wilaya d'Annaba, seront "bientôt" relancés après plusieurs années d'arrêt, a indiqué, dimanche, le wali de Guelma, Samir Chibani. Le chef de l'exécutif local a précisé, dans une déclaration à la presse au siège de la wilaya, qu'il est prévu d'entamer "très prochainement" l'installation des chantiers pour "la reprise des travaux sur un tronçon important de cette pénétrante vers l'autoroute Est-ouest qui sera une alternative à la route

nationale n 21 reliant Guelma à Annaba". Le même responsable a également indiqué que la reprise des travaux s'effectuera, au titre d'une première phase, sur un tronçon de 18 km entre le chef-lieu de la wilaya de Guelma jusqu'à la commune de Nechmaya, en passant par les territoires des communes d'Héliopolis et de Guelaât-Bousbaa. Il a rappelé que la longueur totale de cette pénétrante est d'environ 35 km, dont 25 km sur le territoire de la wilaya de Guelma. M. Chibani a souligné que les autorités centrales en charge du projet "s'emploient actuellement à la fi-

nalisation des démarches administratives nécessaires en vue de confier ce tronçon du projet à une entreprise de travaux publics qualifiée, l'opération relative aux travaux restants du projet devant être inscrite ultérieurement". Pour rappel, la wilaya de Guelma avait bénéficié, fin 2013, d'un projet portant réalisation d'une pénétrante devant faire la jonction avec l'autoroute Est-ouest. Les travaux y afférents avaient été entamés, l'emprise dégagée et plusieurs ouvrages d'art réalisés avant que les travaux ne soient interrompus pour différentes raisons.

EL-BAYADH

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation dans plusieurs communes

Les communes d'El-Kheïter, Bougtob, Tousmouline et El-Kef Lahmar, dans la wilaya d'El Bayadh, connaissent actuellement la réalisation de plusieurs projets de développement, qui ont fait l'objet, dimanche, d'une visite d'inspection du wali, Nourreddine Belaribi. Dans la commune d'El-Kheïter, les travaux de réalisation d'un Centre de proximité pour le stockage des céréales sont en cours de réalisation et dont le taux d'avancement a atteint 95%. Le wali a insisté sur la nécessité de finaliser les dernières retouches, conformément aux normes techniques en vigueur,

afin de permettre l'exploitation de cette infrastructure et d'en faire un support logistique essentiel pour renforcer les capacités de stockage de la wilaya. Dans la même collectivité locale, le wali a inspecté les projets de réalisation du CEM "Chahid Addadi Messaoud" et d'un groupe scolaire au quartier El-Moustakbel, ordonnant d'accélérer la cadence des travaux, afin de livrer le groupe scolaire dans les délais contractuels. Dans la commune de Bougtob, la délégation de wilaya s'est enquis de l'avancement des travaux du Centre de proximité pour le stockage des céréales, dont le taux

d'avancement est de 84%, ainsi que du siège de la Sûreté urbaine au niveau du quartier des 1.120 logements publics locaux, dont les travaux ont atteint 50%. Le wali a également inspecté un projet de groupe scolaire au quartier "El-Qods", ainsi que le projet de réalisation d'un Centre des impôts. Dans la commune de Tousmouline, les travaux de réalisation du CEM "Le Moudjahid défunt Barkat Djelloul" sont en cours, tandis qu'à El-Kef Lahmar, le wali a inspecté le projet de réalisation d'un groupe scolaire dans le quartier "El-Thawnawiya".

La crise des civilisations

Le raisonnement que nous allons développer ici ne s'apparente pas au raisonnement dichotomique. Il ne séparera pas la compétition de la guerre, la guerre militaire de la guerre économique et de la guerre culturelle. La véritable victoire est culturelle, aussi dans un Occident qui a perdu la guerre économique, s'emballe-t-on sur ce front.

3^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Cette appropriation collective d'anciennement tribale doit devenir nationale pour être en mesure de s'approprier les capitaux du marché mondial. Sa forme est nécessairement marchande. L'esprit de corps doit habiter le marché. Contre l'esprit marchand qui n'a pas pu faire corps social se dressait une certaine résistance culturelle : l'esprit du temps et des dispositions sociales postcoloniales. Du fait de la disposition au socialisme du corps social postcolonial et de l'hégémonie culturelle occidentale, l'esprit marchand n'a pas fait corps. Ce dernier est seul en mesure d'accorder consommation, épargne, production et investissement, de donner une direction au mouvement d'accumulation. Mais pour qu'il y ait appropriation collective nationale, c'est une machine sociale nationale qu'il faut monter, dont les rouages ne peuvent se mettre en place que s'ils se complètent. Le populisme de droite dans les sociétés de classes est une réponse à leur déstructuration, à ce divorce entre les différentes formes de capital et par conséquent une réponse au divorce des élites et de leur société. Il compte resserrer les rapports de production autour de la propriété privée exclusive avec la crise de l'État-providence, alors qu'elle est la cause du divorce du capital financier vis-à-vis des autres formes de capital. La guerre de classes est une guerre du capital financier contre les autres formes de capitaux (capital naturel, capital culturel et capital social) dont ils visent l'asservissement. Le capital financier territorialise autour de ses centres d'accumulation et déterritorialise le reste. Rappelons que le capital est l'arme de la compétition, dans ses différentes formes, il est une arme sociale, culturelle, économique et politique[2]. Une autre réponse est dans le réenracinement des élites. Réenracinement qui suppose l'unité du capital dans ses différentes formes (naturel, social, culturel et économique) car l'unité du capital est nécessaire à la cohésion sociale. La société est une association entre les détenteurs de ses différentes formes de capital. Les différentes formes du capital doivent être réintriquées. Le réenracinement est réenracinement dans la terre, elle-même comprise dans la biosphère. Une civilisation est encastrement de l'humain dans le non-humain, entre ciel et terre, par lequel le ciel est dans la terre et la terre dans le ciel. Le social émerge du naturel, il se fait culture du naturel et prend forme technique et économique. Il émerge de la nature, du cosmos et s'y immerge. L'humain est cosmique. Il s'entretient et se développe dans ce mouvement d'émergence et d'immersion. Le point de vue occidental ayant posé l'extériorité de la nature et l'occidentalisation du monde ayant atteint son apogée, le social s'est déraciné



du naturel et le capital financier (et culturel qu'il dispute aux autres formes de capitaux) s'est déterritorialisé. Nous vivons hors-sol et nous nous projetons dans l'espace interstellaire. Les puissants se sont comme substitués à Dieu, portés par un point de vue scientifique qui s'est substitué au point de vue divin : Elon Musk dirait comme à la chose d'être et elle serait. Les Américains veulent y croire, leur trajectoire historique les y porte. La foi en la Science s'est substituée à la foi en Dieu. Face au mouvement de déterritorialisation du capital qu'ils ont initié, les États des anciennes puissances économiques s'efforcent désormais de le reterritorialiser devant la puissance productive et financière du capitalisme d'État chinois ; ils ne sont plus les maîtres du processus de territorialisation déterritorialisation. Les centres de gravité de l'économie mondiale bougent. Ils reprochent à l'État chinois les excédents physiques et financiers dont ils n'ont plus le monopole. La Chine n'a fait que s'introduire dans un tel mouvement pour ne pas le subir. Ainsi en s'incorporant de la culture occidentale (marxisme-léninisme par exemple) pour s'inscrire dans le cours du monde et en l'acclimatant progressivement à sa culture (légalisme, confucianisme et taoïsme), elle pense bien se loger dans le cours des choses. Après s'être occidentalisé, le monde se sinise, car le monde imite le vainqueur de la compétition. Il ne s'agit plus cependant de maîtriser son cours. Le monde musulman a rendu possible l'occidentalisation du monde, la sinisation du monde et sa désoccidentalisation pourra refaire place à certaines cultures, leur permettra de se soustraire à l'influence occidentale et de se restructurer. D'autres souffriront de la désoccidentalisation, incapables de se réformer. L'occidentalisation qui s'est accompagnée d'un certain découpage du monde

n'est pas sans effet. Beaucoup sont mal logés dans le cours du monde. Civilisations et sociétés La Chine, dit-on, ne connaît qu'une seule loi invariable : le changement. Son problème démographique par exemple, de faiblesse sera transformé en force. À la politique d'un enfant par famille qui a permis de valoriser l'éducation, se substituera une politique diversifiée[3] qui palliera au vieillissement de la population dont une politique de robotisation opportune pour conquérir le marché mondial. Le changement est invariable, il faut pouvoir changer pour pouvoir préserver une certaine harmonie, il faut savoir faire d'une faiblesse une force et se préparer à ce qu'une force se transforme en faiblesse. Une génération vivra ce que n'a pas vécu une autre qui l'a précédée, qui pourtant lui aura légué son viatique. Chaque génération doit innover dans la tradition : la règle de l'accumulation. La tradition ce ne sont pas des habitudes figées, mais des habitudes renouvelées qui visent à préserver l'harmonie sociale. Il y a un sens chinois et un sens occidental de la tradition. La tradition ne s'oppose pas au changement : le changement est dans la tradition et la tradition est dans le changement. Les habitudes sont condamnées au changement, elles sont adaptées et produisent de l'harmonie, ou inadaptées et produisent de l'anomie. Elles sont adaptées ou inadaptées à leur milieu, qu'elles façonnent et qui les façonne positivement ou négativement. Un milieu exposé à la compétition mondiale ne développe pas les mêmes habitudes qu'un milieu qui en est protégé. Étant ceux d'une société contemporaine cohérente/harmonieuse, les deux milieux développeront un même esprit, une certaine continuité, une certaine intrication. Étant ceux d'une so-

ciété déstructurée, les deux milieux auront tendance à s'opposer, à se disjoindre. Quand on dit tradition, il faut penser machine sociale, habitudes et automatismes. Une machine qui machine des flux. Machine qui évolue, mais n'en relève pas moins d'une certaine histoire, ne reste pas moins généalogiquement déterminée. En Chine, la piété filiale, la loyauté et son art de la guerre, qui sont inscrits comme dans ses gènes, finiront par trouver la forme historique dans laquelle ils s'exprimeront. C'est que la piété filiale irradie dans toutes les relations, elle n'est pas cantonnée dans la famille. On ne peut plus se penser hors du monde, et nulle puissance ne peut se considérer maîtresse du cours du monde. Il faut savoir évoluer tout en restant soi-même, autrement dit en harmonie, ce qui se dit en termes moins contradictoires et de façon non dichotomique : accumuler, se renouveler, s'habituer et se déshabituer dans la cohésion. Transmission, accumulation du savoir-faire et du savoir-être. L'un étant dans l'autre. Par la compétition inéluctable, le changement technologique, la révolution numérique et l'énergie disponible dicteront leurs lois ; c'est dans le changement qu'il faudra savoir faire et être, rester soi-même et devenir autre, pour préserver l'harmonie. De quelle manière les civilisations pourront durer, telle est la question. Pour l'heure, l'occidentalisation n'a pas encore rendu les armes. L'Occident persiste à ne reconnaître que sa propre culture qu'il croit ou prétend universelle et qu'il n'a de cesse d'exporter, malgré ses échecs, pour conduire l'humanité. Il ne cesse pas de vouloir dicter ses théories, malgré ses échecs. Du monde, ses lunettes lui donnent une mauvaise lecture. Et la sinisation du monde progresse à son insu : c'est qu'elle opère pratiquement et passe sous les radars. « Les grandes traditions religieuses, avec l'énorme capital d'expérience, de sagesse et de spiritualité accumulé dans les siècles ou les millénaires, gardent toute leur importance à l'échelle du monde, et la conserveront d'autant mieux qu'elles sauront adapter la forme de leurs enseignements à l'esprit des temps. » [4] « En fin de compte, il faudrait parler à la fois d'une crise des civilisations qui s'accroît à mesure que l'on avance dans le siècle, et d'un choc de civilisations au sens de Huntington. » [5] (A suivre)

Notes

[2] Il faudrait relire K. Marx à la lumière de P. Bourdieu et celui-ci à la lumière de K. Marx, au lieu de les opposer.
[3] La Chine tente de moderniser sans désancrer : transformer les structures matérielles (soins, logements) tout en maintenant les valeurs morales de solidarité familiale.
[4] Ramses 2026. Ifri. Un nouvel échiquier. Dunod 2025.
[5] Ibid..

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

EGYPTE

Le Caire mise sur El Nasr Automotive pour bâtir une chaîne de valeur locale compétitive

L'Égypte veut augmenter sensiblement la part de contenu local dans son industrie automobile. Entre modernisation technologique, montée en gamme et ambitions d'exportation, le constructeur public Nasr Automotive entend jouer un rôle structurant dans la concrétisation de cette ambition. Un an après sa renaissance, El Nasr Automotive se positionne comme l'un des piliers de la stratégie industrielle égyptienne. Relancée en novembre 2024 après plus de 15 ans d'inactivité, la marque nationale retrouve progressivement sa place dans un secteur automobile où Le Caire cherche à renforcer sa souveraineté, réduire sa dépendance aux importations et bâtir une véritable chaîne de valeur locale. Face à une balance commerciale nationale déficitaire, El Nasr Automotive mise sur l'intégration massive de contenu local élevée pour contribuer à la substitution des importations. Les nouveaux modèles dévoilés, le bus touristique Nasr Sky et le minibus Nasr Star, affichent respectivement 63,5 % et plus de 70 % de composants produits en Égypte. Un niveau remarquable qui traduit l'élargissement du tissu industriel, à des segments comme la métallurgie, la plasturgie, les pièces détachées ou encore les équipements électriques. Pour Le Caire, cet effort s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer la production nationale, améliorer la résilience de l'économie et favoriser l'émergence d'un outil industriel capable de rivaliser avec les grands hubs mondiaux. Selon le gouvernement, la relance de El Nasr Automotive a été rendue possible par une modernisation profonde opérée au sein des lignes de production. L'usine de voitures particulières a été complètement restructurée et rééquipée pour intégrer des technologies modernes de fabrication internationale. Ces investissements permettent à l'entreprise de tester de nouveaux prototypes, tant pour ses propres modèles que pour des constructeurs étrangers, ouvrant la voie à d'éventuels partenariats de sous-traitance. Ils entrent dans le cadre d'un dispositif plus vaste. Depuis plusieurs années, le pays des pharaons multiplie les incitations fiscales, réglementaires et logistiques pour attirer les constructeurs automobiles internationaux. Ce cadre a permis de renforcer la présence d'acteurs majeurs tels que General Motors, Toyota, Stellantis, ainsi que de plusieurs marques japonaises qui voient une base industrielle stratégique pour leurs exportations. L'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient sont notamment présentés comme des débouchés importants, notamment pour les bus et les minibus, particulièrement demandés dans les économies en croissance.

MAURITANIE

24,2 millions \$ pour poursuivre la transformation numérique en 2026

L'intérêt pour la transformation numérique ne cesse de croître en Afrique, où elle est perçue comme un catalyseur de développement socio-économique. Le budget du ministère mauritanien de la Transformation numérique s'élevait à 468,97 millions d'ouguiyas en 2025, contre 550,68 millions en 2024.

Un budget de 959,6 millions d'ouguiyas, soit 24,2 millions de dollars, a été proposé pour les activités du ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration au cours de l'exercice 2026. Il a été examiné par la commission des finances de l'Assemblée nationale lors d'une séance le mardi 2 décembre, en présence du ministre Ahmed Salem Ould Bede. Selon le ministre, le département travaillera à renforcer la souveraineté numérique du pays, améliorer la qualité des services publics et consolider une gouvernance numérique efficace. Les priorités comprennent le soutien à l'innovation numérique, l'extension des infrastructures technologiques sur l'ensemble du territoire, et le développement de solutions numériques inclusives pour accompagner la transformation de l'administration et répondre aux besoins des citoyens. Le budget proposé pour 2026 représente une hausse de 104,6 % par rapport à celui

de 2025, dans un contexte où le gouvernement intensifie ses efforts pour faire du numérique un levier de développement socio-économique. Dans cette perspective, l'exécutif a lancé en janvier 2025 le projet « Digital-Y », financé à hauteur de 4 millions d'euros et réalisé en partenariat avec la coopération allemande. Ce projet vise à intégrer les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative. Au cours de l'année, Nouakchott a multiplié les avancées numériques : numérisation de services clés dans plusieurs secteurs, adoption d'une stratégie de commerce électronique à l'horizon 2030, initiatives en cybersécurité, lancement de travaux pour une politique nationale sur la blockchain et mise en place d'un programme spatial centré sur les nanosatellites. Le pays a également construit la station d'atterrissage de son deuxième câble sous-marin, mis en service un nouveau point d'échange Internet (IXP), inauguré

un centre de données Tier 3 et poursuivi l'extension de son réseau télécoms. Pour le moment, la Mauritanie se classe à la 165^e place mondiale de l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,3491 sur 1, nettement inférieur aux moyennes africaine et mondiale. En matière de cybersécurité, le pays figure dans l'avant-dernière cohorte selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). L'organisation reconnaît une performance relativement solide pour le cadre législatif, mais des efforts restent nécessaires sur le plan organisationnel, technique, de développement des capacités et de coopération. Par ailleurs, les réseaux 3G et 4G ne couvraient respectivement que 43,9 % et 34,7 % de la population mauritanienne en 2022, contre 97 % pour la 2G en 2023, selon l'UIT. Le taux de pénétration de l'Internet était de 37,4 %, contre 79,1 % pour la téléphonie mobile en 2023.

PORTS, NAVIRES, FORMATION

La Tunisie prépare sa révolution maritime

La Cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzri, a présidé jeudi 4 décembre 2025 au palais de la Kasbah un conseil ministériel restreint consacré au développement du secteur des industries maritimes, un domaine qualifié de « stratégique » pour l'économie nationale et pour la souveraineté maritime de la Tunisie. Ce secteur, longtemps sous-exploité malgré les atouts du pays, est désormais au cœur d'une vision portée par le Président de la République Kaïs Saïed : faire de la Tunisie un acteur régional majeur dans la construction, la maintenance et les services maritimes. Dès l'ouverture du conseil, la Cheffe du gouvernement a rappelé

les éléments qui placent la Tunisie dans une position géographique et historique privilégiée. Le pays dispose d'un littoral long de 1 300 km, sans compter les îles, au cœur d'un espace où 92 % des échanges commerciaux mondiaux transitent par voie maritime, tandis que 98 % du commerce extérieur tunisien passe lui aussi par la mer. Autre indicateur majeur : 30 % du commerce maritime international se déroule au large des côtes tunisiennes. Sur le plan historique, la Tunisie possède l'un des héritages maritimes les plus anciens de la Méditerranée, remontant à l'époque punique dès 814 av. J.-C., lorsque Carthage dominait les routes commerciales et industrielles du bassin

méditerranéen. Le pays fut également précurseur en matière de législation maritime : en 1976, la Tunisie adoptait sa propre codification nationale de la navigation, deux ans avant la convention internationale de sauvegarde de la vie humaine en mer, et six ans avant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ces atouts, rappelle Sarra Zaafrani Zenzri, doivent être convertis en leviers économiques, industriels et géostratégiques. La Cheffe du gouvernement a insisté sur la nécessité d'intégrer le diagnostic complet du secteur dans la stratégie nationale globale du domaine maritime, actuellement en cours de finalisation. Cette stratégie visera à structurer,

moderniser et développer l'ensemble de la filière, de la construction navale aux services portuaires, en passant par le yachting, la maintenance et la réparation. L'objectif déclaré : faire de la Tunisie l'un des leaders africains dans la fabrication de navires militaires, commerciaux, de pêche, de plaisance et de yachts, tout en renforçant la capacité du pays à exporter son savoir-faire et à conquérir de nouveaux marchés régionaux et internationaux. Ce cap, conforme à la vision du Président Kaïs Saïed, vise à renforcer la souveraineté nationale en mer, dynamiser l'économie et ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles aux jeunes Tunisiens.

IRAK

Accord avec une institution financière pour moderniser le vétuste aéroport de Bagdad

Le gouvernement irakien a signé dimanche un accord avec la Société Financière Internationale (IFC), qui fait partie du groupe de la Banque mondiale, en vue de développer et réhabiliter de fond en comble le vétuste aéroport international de Bagdad. Jouant un rôle de consultant, l'institution présentera "un portefeuille d'investissement complet concernant la manière dont l'aéroport doit être agrandi, financé, exploité et entretenu", ont expliqué dans un communiqué les services du Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani, présent dimanche à la cérémonie de signature. Le but est aussi de voir comment "renforcer la qualité de ses infrastructures et les facteurs de sécurité, ainsi que l'amélioration de ses services, pour être en conformité avec

les normes aéroportuaires internationales", ajoute le texte. L'aéroport international n'a pas connu de réfection majeure depuis son inauguration au début des années 1980, à l'époque où le dictateur Saddam Hussein dirigeait l'Irak. Les trois terminaux sont vétustes et dotés d'un confort des plus rudimentaires. L'aéroport et son personnel sont rapidement débordés par l'afflux de voyageurs, en particulier durant les périodes de pèlerinages religieux chiïtes. Fin 2022, deux incendies étaient survenus à trois jours d'intervalle à l'intérieur de terminaux, sans faire de victimes. M. Soudani avait alors limogé trois responsables aéroportuaires. En raison d'un embargo international, l'aé-

roport de Bagdad avait été fermé dans les années 1990, obligeant les voyageurs à prendre la route jusqu'à Amman en Jordanie pour s'envoler. Dans un pays ravagé par des décennies de conflits, des troupes engagées dans une coalition internationale antidjihadistes stationnent encore dans un secteur de l'aéroport, qui essuie sporadiquement des tirs, comme en janvier 2022. Une attaque à la roquette avait alors endommagé deux avions vides sur le tarmac. En avril, le gouvernement avait alloué 500 000 dollars à l'Autorité de l'aviation civile pour conclure un contrat avec l'IFC, principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents.

SÉNÉGAL

Le recours des industriels au maïs produit localement s’intensifie

Au Sénégal, le maïs est la céréale la plus consommée par tête après le riz et le mil. Avec la croissance des besoins industriels, le pays doit recourir massivement aux importations pour combler son déficit de production.

25 000 tonnes. C’est le stock de maïs que les industriels sénégalais de l’agroalimentaire s’engagent à payer auprès des producteurs locaux en 2025 après la signature des Protocoles de Commercialisation entre les deux parties le 2 décembre à Dakar sous la supervision du ministère de l’Agriculture. Le stock annoncé est cinq fois plus important que celui du contrat signé un an plus tôt (5 000 tonnes). Il illustre une augmentation continue du volume de maïs acheté localement par les industriels, qui ne s’élevait qu’à 1 500 tonnes en 2023. « Ces performances traduisent l’engagement des producteurs, la structuration croissante des organisations

professionnelles, l’accompagnement de l’État », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du ministère de l’Agriculture. Selon les autorités, le protocole de commercialisation instauré fait évoluer la filière d’un marché fragmenté vers un marché organisé, régulé et prévisible, apte à soutenir la transformation locale. Alors que les industriels opérant principalement dans la fabrication des aliments pour animaux sont responsables de la majorité des importations au Sénégal, le recours croissant au maïs local est le signe d’une substitution progressive des achats sur le marché international. Toutefois, l’écart reste encore considérable.

Selon les données compilées par l’Agence nationale de la statistique et de la démographie, le pays de la Teranga a importé près de 413 000 tonnes de maïs en moyenne par an entre 2020 et 2024. Face à cette situation, l’accroissement de la production locale est un impératif pour réduire la dépendance aux importations. Selon les dernières estimations du ministère de l’Agriculture, la récolte de maïs pour le compte de la campagne de 2024/2025 est attendue à 639 000 tonnes. Ce volume, s’il est confirmé, marquerait une hausse de 13 % par rapport à la campagne précédente (567 664 tonnes), d’après les données de l’ANSD.

CÔTE D’IVOIRE

Murphy avance vers un 1^{er} forage avec un prospect pétrolier prometteur

En novembre 2025, des médias ivoiriens ont signalé l’intérêt de Murphy Oil pour l’extension de son portefeuille offshore. L’entreprise a engagé des démarches visant à élargir son périmètre d’exploration, sans communiquer sur les objectifs opérationnels associés. Murphy Oil progresse vers son premier forage d’exploration pétrolière en Côte d’Ivoire, après la mobilisation de la plateforme de forage Deepwater Skyros au large d’Abidjan, a rapporté ce jeudi 4 décembre Upstream Online.

L’entreprise américaine se prépare en effet à sonder un prospect pétrolier identifié dans son portefeuille offshore, dans le cadre d’un programme qui doit comprendre trois puits d’exploration. L’opération marque le lancement effectif de ses premières activités de terrain, sans indication publique sur les résultats attendus. Murphy détient 85 à 90 % de participations dans les blocs offshore CI-102, CI-103, CI-502, CI-531 et CI-709 dans le cadre de 5 contrats de partage de production signés avec

l’État ivoirien et PETROCI, l’entreprise publique du pétrole. La compagnie n’a toutefois pas précisé dans quels blocs seront réalisés les trois puits prospectifs annoncés, ni quel site sera foré en premier. On sait que le bloc CI-103 abrite notamment le prospect Paon, documenté dans des travaux antérieurs. Les annonces de Murphy s’inscrivent dans un contexte d’intérêt général pour le bassin de Tano qui s’étend entre la Côte d’Ivoire et le Ghana, regroupant plusieurs découvertes majeures, dont Jubilee, TEN, Sankofa,

Baleine et Calao. En novembre 2025, plusieurs médias ivoiriens ont rapporté que Murphy Oil cherche également à renforcer son implantation en Côte d’Ivoire en visant l’acquisition d’un sixième bloc offshore. Murphy n’a pas encore publié de calendrier précis ni d’éléments relatifs aux étapes post-forage, l’ensemble du programme étant présenté comme une campagne exploratoire dont les modalités restent à détailler.

POUR CONNECTER 2000 ÉCOLES SECONDAIRES À INTERNET

Le Malawi déploie un plan

Face aux difficultés d’accès au numérique dans les zones rurales, le Malawi mise sur l’éducation digitale pour renforcer les compétences des jeunes, élargir leurs horizons et favoriser leur insertion professionnelle tout en réduisant la fracture éducative. Le gouvernement malawite déploie un plan pour connecter 2000 écoles secondaires rurales à Internet dans le cadre du projet « Connect A School », piloté par la Malawi Communications Regulatory

Authority (MACRA). Le ministre de l’Information et des Technologies de la Communication, Shadric Namalomba, a annoncé cette initiative mercredi 3 décembre lors de sa visite au laboratoire TIC de la Community Day Secondary School (CDSS) de Phalula, à Balaka. À cette occasion, il a insisté sur la détermination du gouvernement à inscrire le projet dans la stratégie nationale Malawi 2063, qui fait de la maîtrise des technologies de l’information un pilier du dévelop-

pement. Les établissements concernés seront équipés de laboratoires informatiques et bénéficieront d’un accès Internet, un élément central de l’initiative. Selon Mphatso Phiri, directrice générale par intérim de la MACRA, « le programme "Connect A School" ne se limite pas à fournir des infrastructures numériques, il vise également à offrir aux jeunes des compétences digitales, indispensables pour accéder à l’emploi dans un monde de plus en plus connecté ».

PLUS DE 500 TONNES D’OR

Askari attire des investisseurs pour l’exploration aurifère en Éthiopie

Selon les autorités éthiopiennes, le pays héberge plus de 500 tonnes d’or de réserves. Après plusieurs décennies sans nouvelles mines industrielles, l’Éthiopie a inauguré la mine Segele en 2024 et s’apprête à ouvrir deux nouvelles mines d’or dans les années à venir. Askari Metals a annoncé vendredi 5 décembre des engagements fermes de ses actionnaires existants et de nouveaux investisseurs pour mobiliser 1,15 million de dollars australiens (environ 760 000 USD). La société compte utiliser ce financement pour le projet aurifère qu’elle a acquis cette année en Éthiopie, dans un contexte où les réserves aurifères de ce pays, estimées à plus de 500 tonnes, attirent de plus en plus l’intérêt des investisseurs miniers. Bien que le montant prévu soit modeste

par rapport aux levées de fonds habituelles pour des campagnes d’exploration, Askari estime désormais disposer de fonds suffisants pour lancer son premier programme de forage de 3000 à 5000 mètres sur le projet Nejo. Les travaux se concentreront sur des cibles aurifères déjà identifiées, à savoir Guji, Komto 1 et Komto 2. Ce programme de forage est la première étape d’un plan visant à forer plus de 20 000 mètres, et à mener des travaux de cartographie et d’échantillonnage au sol sur d’autres cibles. « Le caractère avancé de Nejo en fait un véritable projet phare pour notre société, avec une voie claire vers la création de valeur grâce à une exploration systématique, conçue pour progresser vers une ressource minérale JORC (2012) au potentiel significatif », explique Gino D’Anna, directeur

exécutif d’Askari. L’estimation de ressources minérales est la première étape décisive pour faire connaître aux investisseurs le potentiel économique d’un projet, grâce à des détails sur les ressources disponibles et le degré de fiabilité de l’estimation. Si la société n’a pas donné un calendrier pour atteindre ce but, son activité en Éthiopie intervient dans un contexte où les découvertes d’or se sont multipliées ces dernières années. Plusieurs mines d’or sont ainsi en cours de développement, comme Tulu Kapi (164 000 onces d’or par an prévues sur les 7 premières années d’exploitation) et Kurmuk (200 000 onces en moyenne par an sur 10 ans). En novembre 2024, le pays a inauguré sa première mine d’or depuis 1994.

MOZAMBIQUE

Sasol sécurise le gaz de la centrale thermique de Temane

Le Mozambique cherche à accroître sa capacité de production, limiter sa dépendance extérieure et améliorer la stabilité du réseau. Sa stratégie combine gaz naturel et énergies renouvelables afin d’accompagner une consommation nationale en hausse soutenue. L’inauguration par le groupe sud-africain Sasol, mercredi 3 décembre 2025, d’une unité intégrée de traitement d’hydrocarbures à Temane marque une étape clé pour l’approvisionnement électrique du Mozambique. L’installation est conçue pour fournir le gaz naturel destiné à alimenter la centrale thermique de Temane, annoncée à 450 MW. Selon Sasol, cette alimentation en gaz fait partie des objectifs centraux du projet, qui s’inscrit dans le cadre d’un Accord de Partage de Production conclu avec l’État mozambicain. Les autorités présentent cette infrastructure comme un moyen de renforcer l’offre électrique face à la hausse de la consommation. Le projet repose sur un schéma intégré qui associe extraction, traitement et livraison du gaz jusqu’aux installations de la centrale électrique. Sasol indique que l’usine de Temane a été conçue pour assurer un flux de gaz stable vers la Temane Thermal Power Plant, afin de fiabiliser l’alimentation de l’unité. Le gouvernement mozambicain rappelle régulièrement que le pays dépend encore, pour une partie notable de son approvisionnement, du barrage de Cahora Bassa et d’achats en provenance de la Southern African Power Pool (SAPP). Les données publiées par Electricidade de Moçambique (EDM) en 2024 soulignent également que la croissance urbaine et industrielle renforce la pression exercée sur le réseau national. Dans plusieurs communiqués publics, EDM insiste sur la nécessité d’accroître la part des centrales thermiques alimentées au gaz, notamment dans le sud du pays où la consommation progresse rapidement. Des données publiées en 2024 et relayées par la presse locale montrent que plus de 560 000 foyers ont été raccordés à l’électricité cette année-là, dont 395 622 via le réseau national. La Banque mondiale indique que le taux d’accès à l’électricité est passé de 31 % en 2018 à près de 60 % en 2024. Dans ce contexte, l’usine de Sasol constitue un maillon essentiel qui permet d’utiliser les ressources du champ de Pande-Temane pour produire de l’électricité sur place.

BOURSE ZURICH

Le SMI rebondit avant les banques centrales

La Bourse suisse repartait de l'avant lundi matin, en entame d'une semaine marquée par la Réserve fédérale américaine et la Banque nationale suisse. Sur la place zurichoise, les investisseurs gardaient un oeil sur les premiers pas de l'action de la nouvelle entité Helvetia Baloise, fraîchement fusionnée.

Retardées en raison du blocage budgétaire aux Etats-Unis, les données sur l'inflation (PCE) ont enfin été publiées vendredi dernier. A 2,8% en septembre sur un an, contre 2,7% en août, l'inflation s'éloigne encore de la cible de la Fed qui est de 2%. L'inflation sous-jacente a toutefois légèrement ralenti à 2,8% en glissement annuel, contre 2,9% le mois précédent. "La publication d'un PCE plus léger que prévu a conforté l'idée que l'inflation continue de s'apaiser, tandis que le moral des ménages du Michigan a envoyé un signal rassurant sur la demande intérieure", a détaillé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion. Mercredi soir, la Fed dévoilera ses décisions en matière de politique monétaire et le "marché (...) parie, presque ouvertement, sur une baisse de taux de 25 points de base", a ajouté l'expert de la banque genevoise. La BNS suivra jeudi, la plupart des experts interrogés par AWP misant sur un maintien du taux

directeur à 0%. Pour Frank Sohlleder, les investisseurs continuent d'être dans l'incertitude. "Les principaux indicateurs économiques européens signalent une contraction et il n'y a pas de progrès tangible dans les négociations de paix en Ukraine", a souligné l'analyste d'Activtrades. L'Oréal étend son emprise sur Galderma A 10h35 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI progressait de 0,39% à 12'986,80 points, après avoir ouvert en petite hausse de 0,04% avant de virer au rouge. Le SLI rebondissait de 0,5% à 2105,37 points et le SPI gagnait 0,38% à 17'845,02 points. La plus forte baisse était toujours enregistrée par Sika (-1,2%), désormais suivi par les valeurs du luxe Swatch (-0,9%) et Richemont (-0,7%). Deutsche Bank a abaissé à "hold", contre "buy" précédemment, la recommandation pour Sika, tout en rabotant l'objectif de cours. Sandoz (+3,3%) étoffait nettement ses

gains, désormais suivi par Straumann (+2,4%) et Galderma (+2,0%). Le géant des médicaments génériques était porté par la finalisation de l'acquisition du français Just-Evotec Biologics EU. Le groupe français de cosmétiques L'Oréal a quant à lui étendu son emprise sur le laboratoire dermatologique en acquérant une participation additionnelle de 10%, faisant passer sa part à 20%. Les trois poids lourds étaient désormais dans le vert avec Nestlé (+0,1%), Novartis (+0,2%) et Roche (+1,2%). Les experts de JPMorgan ont relevé la recommandation de Roche à "neutral", contre "underweight" précédemment, et re-

monté l'objectif de cours. Novartis est quant à lui passé à "overweight", de "neutral". Xlife en forme Sur le marché élargi, la nouvelle entité fusionnée Helvetia Baloise (-2,3% à 193,60 francs suisses) cédait ses gains. Les deux assureurs Helvetia et Baloise ont finalisé vendredi leur fusion, formant désormais une entité dénommée Helvetia Baloise Holding. L'opération donne naissance au plus grand assureur multirisques en Suisse. Xlife (+5,8%) décollait par contre, après avoir cédé 12 projets de recherche au mexicain Grupo Landsteiner.

BOURSE DE PARIS

En léger recul avant la Fed

La Bourse de Paris recule légèrement lundi, les investisseurs marquant le pas avant la très attendue décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), grâce à laquelle ils tenteront de déterminer l'orientation de l'institution monétaire pour 2026. Vers 10H00 heure de Paris, l'indice CAC 40 cédait 22,07 points, soit 0,27%, à 8.092,67 points. Vendredi, le CAC 40 était resté stable (-0,09%) à 8.114,74 points. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice vedette parisien a cédé 0,10%. La réunion de politique monétaire suivie de la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi sont au centre de l'attention des marchés. "Tout autre résultat qu'une baisse d'un quart de point de pourcentage des taux de la Fed mercredi serait une grande surprise, mais si l'on se projette sur 12 mois, la situation devient bien plus floue", commente Derren Nathan, responsable de la recherche actions chez Hargreaves Lansdown. "Les marchés anticipent deux autres baisses

d'un quart de point comme scénario le plus probable" pour 2026, poursuit-il. Mais la "probabilité plus accommodante d'une troisième baisse", ou l'hypothèse "plus restrictive d'une seule baisse, n'est pas très loin derrière". Ainsi, "le ton de la conférence de presse du président (Jerome) Powell et le communiqué qui l'accompagne seront essentiels" pour les acteurs de marché, qui tenteront d'y déceler des indices sur la suite de la politique monétaire de la banque centrale, affirme Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank. Le géant français des cosmétiques L'Oréal perdait 2,00% à 365,30 euros vers 10H00 heure de Paris, après avoir annoncé lundi l'acquisition de 10% supplémentaires du laboratoire suisse de dermatologie Galderma, portant ainsi sa participation au capital à 20%. Le montant de cette acquisition réalisée auprès d'un consortium mené par EQT comprenant Sunshine SwissCo GmbH (SSCO), Abu Dhabi Investment Authority (ADIA), et Auba Investment Pte. Ltd, n'est pas communiqué.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

 BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 08 Décembre 2025 Valeur : 10 Décembre 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.8731	129.8881
1	EUR	EURO	151.5229	151.5534
1	GBP	POUND STERLING	173.1180	173.1841
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6219	83.6584
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3704	18.3746
1	CHF	SWISS FRANC	161.6342	161.7133
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.9952	94.0264
1	DKK	DANISH KRONE	20.2765	20.2795
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8226	13.8263
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8547	12.8589
1	AED	UAE DIRHAM	35.3569	35.3687
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5978	34.6055
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.0394	423.2261
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0123	44.4547
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0656	14.0672
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8317	23.9540
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2640	3.2742
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1018	177.1018

POINT-MARCHÉS

L’Europe ouvre en ordre dispersé, les yeux rivés sur la Fed

Les principales Bourses européennes sont en ordre dispersé en début de séance lundi, les investisseurs attendant de savoir si la Réserve fédérale américaine (Fed) va baisser ses taux mercredi. À Paris, le CAC 40 perd 0,34% à 8.086,90 points vers 08h12 GMT. A Francfort, le Dax recule de 0,13% et à Londres, le FTSE 100 monte

de 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,22%, le FTSEurofirst 300 abandonne 0,14% et le Stoxx 600 recule de 0,14%. Les contrats à terme laissent entrevoir environ 85% de chances d'une réduction d'un quart de point des taux de la Fed. Pourtant, les commentaires des responsables suggèrent qu'au moins deux des douze membres

votants de la Fed s'opposeront à une baisse, et que d'autres membres pourraient s'y opposer également, même si un gouverneur nommé par le président américain Donald Trump plaide en faveur d'une réduction de 50 points de base ou plus. En ce qui concerne la géopolitique, l'émissaire américain sur le départ Keith Kellogg a affirmé di-

manche qu'un accord de paix pour mettre fin à la guerre en Ukraine était "très proche" alors que le Kremlin a exigé des modifications "radicales" de la part des Etats-Unis. Aux valeurs, Galderma progresse de 3,4% après que L'Oréal a annoncé lundi l'acquisition de 10% supplémentaires dans le spécia-

liste de la dermatologie pour un montant non dévoilé, portant sa participation totale à 20%. Le titre L'Oréal abandonne en revanche 1,6%. TKMS abandonne 1,32% après avoir donné lundi des perspectives mitigées pour l'exercice 2026, soulignant sa dépendance à l'égard de commandes individuelles importantes et de calendriers de paiement qui s'étendent parfois sur plusieurs années.

AVANT UNE DÉCISION DE LA FED

Les marchés asiatiques prudents

Les Bourses asiatiques restent prudentes lundi avant une décision de la Fed, dont les investisseurs tentent de percer les intentions pour les prochains mois, tandis que Tokyo est marquée par une contraction plus importante qu'attendu du PIB nippon. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grappillait 0,05% vers 03H40 GMT, tandis que l'indice élargi Topix progressait lui de 0,49%. A

Séoul, l'indice Kospi avançait de 0,22% et Taipei gagnait 0,84%. Sydney était en recul de 0,29% et à Hong Kong, l'indice Hang Seng lâchait 0,88%. Les marchés mondiaux ont les yeux tournés vers la Réserve fédérale américaine (Fed), dont les investisseurs anticipent toujours massivement une nouvelle réduction des taux d'un quart de point cette semaine, mais espèrent

surtout davantage d'indications pour l'avenir. Les actions japonaises liées à la défense grimpaient ainsi lundi, dopées aussi par des déclarations du ministre américain de la Défense Pete Hegseth concernant la volonté américaine de voir ses alliés porter leur budget de défense à 5% du PIB. L'économie japonaise s'est par ailleurs contractée de 0,6% entre juillet et septembre

comparé au trimestre précédent selon des chiffres publiés lundi, au lieu d'un repli plus mesuré de 0,4% précédemment annoncé. La devise nippone se renforçait légèrement, à 155,08 yens pour un dollar vers 03H45 GMT. Sur le marché pétrolier, vers 03H45 GMT le baril de WTI nord-américain avançait de 0,23% à 60,22 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,2% à 63,88 dollars.

MALGRÉ LES DROITS DE DOUANE DE TRUMP

L'excédent commercial de la Chine franchit la barre des 1.000 milliards \$ en 2025

L'excédent commercial colossal de la Chine a dépassé pour la première fois les 1.000 milliards de dollars en 2025, les exportations à travers le reste du monde compensant la forte baisse des livraisons vers les États-Unis, indiquent des chiffres officiels publiés ce lundi 8 décembre.

Le solde positif des échanges de la Chine avec le reste du monde de janvier à novembre était de 1.080 milliards de dollars, a indiqué l'administration des Douanes. "L'excédent commercial de la Chine cette année a déjà dépassé celui de l'année dernière, et nous prévoyons qu'il augmentera encore l'année prochaine", écrit dans une note Zichun Huang, de Capital Economics. "La faiblesse des exportations vers les États-Unis a été largement compensée par les expéditions vers d'autres marchés" en novembre, a-t-elle dit. Les exportations de la Chine ont augmenté de 5,9% en novembre sur un an, plus rapidement que prévu, mais ont baissé de 28,6% vers les seuls États-Unis au cours de la même période, a indiqué l'administration des Douanes.

Les importations chinoises progressent plus lentement que prévu

Le chiffre global des exportations est meilleur que les prévisions de l'agence Bloomberg, qui tablait sur une hausse de 4%. Cette embellie fait suite à un recul des exportations de 1,1% sur un an en octobre, le premier depuis février coïncidant avec un regain des tensions commerciales avec les États-Unis. Les importations ont progressé de 1,9% sur un an en novembre, à un rythme plus lent que la hausse de 3% prévue par Bloomberg, nouveau signe d'atonie de la consommation intérieure. "Le rebond de la croissance des exportations en novembre contribue à atténuer la faiblesse de la demande intérieure", commente dans une note Zhiwei Zhang, président et économiste en chef chez Pinpoint Asset Management. "La dynamique économique a ralenti au quatrième trimestre, en partie à cause de la faiblesse persistante du secteur immobilier", ajoute-t-il. La Chine et les États-Unis se sont livrés

une âpre guerre commerciale en 2025 après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Un sommet entre le président américain et son homologue chinois Xi Jinping le 30 octobre en Corée du Sud a débouché sur des mesures de détente réciproques, au moins temporaires. Les exportations font depuis des années office de moteur de l'économie chinoise, avec une consommation domestique obstinément languissante et une crise de la dette prolongée dans le vaste secteur immobilier. La Chine est aussi confrontée à un chômage élevé chez les jeunes et un vieillissement rapide de sa population. Les dirigeants chinois, qui visent une croissance globale de 5% cette année, doivent tenir cette semaine une importante réunion consacrée à la planification économique. Les exportations vers les États-Unis ont représenté 33,8 milliards de dollars en novembre, contre 47,3 milliards à la même époque l'an dernier.

DEUX ANS DE RÉCESSION, CHÔMAGE À PLUS DE 10%, DÉFICIT PUBLIC RECORD

Les Finlandais sont le peuple le plus heureux du monde

La Finlande a le 2ème taux de chômage le plus élevé d'Europe et l'économie a connu deux années de récession (en 2023 et en 2024), notamment à cause de l'arrêt des échanges commerciaux avec la Russie. Le pays est surveillé de près par l'Union européenne en raison des risques de croissance des inégalités sociales. Le taux de chômage en Finlande atteint en effet l'un des niveaux les

plus élevés de l'Union européenne et sans perspective d'amélioration, le pays s'interroge sur son modèle social. Le taux de chômage des 15-74 ans en Finlande a atteint 10,3 % en octobre, son taux le plus élevé depuis au moins 2009, selon l'institut finlandais des statistiques. Selon Eurostat, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières a atteint 9,6% en septembre, le deuxième

plus élevé de l'UE après celui de l'Espagne (10,5%). La moyenne de l'UE était de 6%. Même si la croissance remonte légèrement en 2025, elle a été négative pendant les deux dernières années (-0,9% en 2023 et -0,1% en 2024). Ces chiffres "reflètent la situation économique actuelle en Finlande, où la croissance économique est très fragile", relève Henna Busk,

économiste à l'institut de recherche économique Pellervo. L'économie finlandaise peine à se redresser complètement depuis la crise financière de 2008. Le ralentissement des exportations, la faiblesse de la demande des consommateurs et l'incertitude géopolitique, dans un contexte de vieillissement de la population, entravent la croissance.

ALLEMAGNE

La production industrielle en hausse pour le deuxième mois consécutif

La production industrielle allemande a augmenté en octobre pour le deuxième mois consécutif, contrairement aux attentes, signe d'une stabilisation dans un secteur clé de la première économie européenne en crise. L'indicateur a augmenté de 1,8% en octobre, après une hausse de 1,1% en septembre qui succède au plongeon du mois d'août, selon des données publiées lundi par l'office alle-

mand des statistiques "Destatis". De quoi déjouer les attentes des experts de la plateforme financière Factset qui tablait sur une baisse de 0,55% de l'indice. C'est la première fois depuis début 2024 que la production industrielle allemande augmente pendant deux mois consécutifs. De fait, "aucune reprise notable de l'activité industrielle n'est attendue à la fin de l'année",

commente le ministère de l'économie dans un communiqué séparé. La hausse d'octobre a été portée par les secteurs de la construction et de l'électronique. Sur l'année, la production industrielle a augmenté de 0,8%. Autre signe encourageant, les commandes industrielles ont augmenté en octobre, dopées par le secteur de l'armement pendant que le

pays se réarme face à la menace russe, d'après des données publiées vendredi. Le pays pâtit d'un affaiblissement prolongé de son industrie, d'une demande en berne sur ses marchés clés et de l'impact des droits de douane américains. Sur l'année en cours, le PIB allemand devrait croître de 0,2% cette année, selon les prévisions d'automne du gouvernement.

ROYAUME-UNI

Reflux du PIB en 2026

En raison de l'incidence persistante du resserrement budgétaire sur la consommation et de l'effet de freinage exercé par l'incertitude mondiale, la croissance du PIB devrait refluer à 1.2 % en 2026. Elle se redressera légèrement pour atteindre 1.3 % en 2027, soutenue par l'investissement des entreprises et les exportations à mesure que les conditions financières et les échanges mondiaux s'améliorent. Le regain de tensions sur les prix devrait être transitoire : l'inflation globale devrait rester élevée, à 2.5 % en 2026 puis fléchir à 2.1 % en 2027, tout en restant supérieure à l'objectif sur l'ensemble de la période. Un volant de ressources inutilisées apparaîtra sur le marché du travail à mesure que l'emploi et le nombre d'emplois vacants diminueront,

et le taux de chômage devrait atteindre 5.0 % en 2027. L'orientation de la politique monétaire devrait devenir neutre à mesure que le cycle d'assouplissement touche à sa fin. Dans le même temps, l'orientation de la politique budgétaire restera fortement restrictive compte tenu du coût élevé des emprunts d'État, ainsi que de l'ampleur, bien que décroissante, des déficits budgétaires et de l'augmentation de la dette publique. Il est essentiel de continuer de veiller à ce que l'assainissement des finances publiques soit soigneusement planifié, compte tenu des risques à la baisse importants qui entourent la croissance et des risques à la hausse pesant sur l'inflation, mais aussi judicieusement calibré,

en associant des mesures d'accroissement des recettes à des réductions des dépenses. En complément des réformes structurelles en cours, comme la refonte de la planification des infrastructures et la simplification de la réglementation des services financiers, les mesures fiscales et de dépenses devraient en outre viser à rehausser encore la croissance potentielle. Selon les premières estimations, la croissance du PIB a ralenti pour s'établir à 0.1 % au troisième trimestre, contre 0.3 % au deuxième trimestre, en partie du fait d'un net repli de la production d'un grand constructeur automobile à la suite d'un cyberincident survenu en septembre. Si les enquêtes menées auprès des entreprises laissent entrevoir une amé-

lioration de la situation dans les services comme dans le secteur manufacturier, la dynamique est plus modérée qu'au début de l'année, et ce malgré une forte expansion du crédit aux entreprises, de 6.3 % en glissement annuel en septembre, favorisée par l'assouplissement de la politique monétaire. Les rendements des obligations d'État ont été volatils et se sont maintenus à un niveau relativement élevé au cours des derniers mois, aux alentours de 4.6 %, sous l'effet de facteurs nationaux et mondiaux. Le marché du travail se détend : le nombre de salariés a diminué d'environ 0.4 % en glissement annuel en septembre, et le nombre d'emplois vacants a baissé de presque 14 % sur la même période.

IA ET FINANCE

Un partenariat stratégique en Espagne

La Banque d'Espagne et le Barcelona Supercomputing Center ont signé un accord pour intégrer l'IA dans la finance. Ce partenariat vise à développer des outils d'analyse économique, un environnement de test réglementaire et un modèle linguistique européen, renforçant ainsi l'innovation dans le secteur financier. En Espagne, le BSC-CNS s'impose depuis sa création en 2005 comme un acteur clé de la recherche dans le numérique. Le centre couvre les sciences dures et humaines, à l'image de ce qu'est en France l'Inria (Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique). Non content de mettre ses supercalculateurs MareNostrum et services d'intelligence artificielle à la disposition des chercheurs espagnols et européens, le BSC multiplie les partenariats avec des institutions publiques ou privées, tant locales qu'européennes pour demeurer à la pointe de l'innovation. Ainsi, en 2024, BSC s'est vu promettre presque 200 millions d'euros d'investissement de Bruxelles et de l'Espagne pour développer l'une des sept giga-usines d'IA européennes, qui mettront leur puissance de calcul à la disposition des entrepreneurs et chercheurs. C'est dans ce même cadre que la Banque d'Espagne et le BSC ont signé un protocole d'accord pour développer l'usage de l'IA dans la finance sur plusieurs fronts. D'abord le BSC va assister la banque centrale dans l'évaluation de ses besoins computationnels pour des projets de recherche et l'accompagner dans des usages spécifiques, tels que l'analyse de données et les prévisions économiques. Un autre volet de l'accord porte sur un programme de recherche mobilisant les sciences sociales.

IL A SAUVÉ LE MAC ET MAINTENU L'IPHONE AU TOP

L'homme le plus important d'Apple (après Tim Cook) pourrait s'en aller

Johnny Srouji, l'ingénieur qui a remis le Mac sur les rails et propulsé l'iPhone, serait tenté de tourner la page Apple. Une petite phrase rapportée par la presse américaine suffit à faire trembler tout l'écosystème autour de Apple Silicon.



Dans les couloirs de Cupertino, la question n'est plus seulement de savoir quelle sera la prochaine puce maison, mais qui osera la concevoir sans lui. Alors que les départs de cadres s'enchaînent chez Apple, voir l'artisan des processeurs maison envisager de partir ressemble à un test grandeur nature de la solidité de la stratégie interne. Et si l'homme le plus influent derrière Tim Cook décidait vraiment de claquer la porte, c'est toute la trajectoire des Mac et des iPhone qui pourrait être remise sur la table.

Le magicien silencieux des puces Apple

Officiellement, Johnny Srouji est vice-président directeur des technologies matérielles, en charge de la conception des puces qui équipent iPhone, iPad, Mac et une bonne partie de l'écosystème Apple. Dans les faits, c'est lui qui a permis à la firme de passer du statut de simple cliente de processeurs à celui de

concepteur de silicium taillé sur mesure pour ses produits. Arrivé chez Apple en 2008 après un parcours chez IBM et Intel, Srouji prend les rênes du développement de l'A4, premier processeur entièrement conçu en interne et lancé avec l'iPhone 4. De génération en génération, la famille de puces A a rendu les iPhone plus rapides sans sacrifier l'autonomie, tout en intégrant des blocs dédiés au traitement d'images, à la sécurité ou encore au calcul neuronal pour les fonctions avancées comme la reconnaissance faciale. Son coup d'éclat survient avec la transition du Mac vers les processeurs maison, annoncée en 2020 et désormais achevée. Avec les puces M1 puis M2 et M3, Apple a basculé toute sa gamme d'ordinateurs vers une architecture unifiée, où processeur central, graphique et mémoire partagée travaillent de concert pour offrir de hautes performances avec une consommation contenue. Résultat taquin : les MacBook ont

soudain cessé de chauffer comme des radiateurs tout en rivalisant avec des machines bien plus gourmandes en énergie.

Quand la valse des dirigeants gagne le cerveau des Mac

Selon un rapport fondé sur des informations glanées en interne, Johnny Srouji aurait confié à Tim Cook qu'il songeait sérieusement à quitter Apple, dans la continuité d'une vague de départs parmi les hauts responsables du groupe. L'idée que le patron des puces puisse rejoindre cette liste a de quoi donner des sueurs froides aux investisseurs comme aux fans, déjà échaudés par les annonces successives de départs de plusieurs vice-présidents ces derniers mois.

Le timing ne tombe pas vraiment au meilleur moment : Apple cherche encore sa voie dans l'intelligence artificielle tout en continuant d'affiner sa feuille de route matérielle, des futures générations de puces M aux processeurs des iPhone à venir. Or Srouji est précisément au carrefour de ces enjeux, qu'il s'agisse d'intégrer des blocs de calcul dédiés à l'IA ou d'optimiser chaque watt consommé pour préserver l'autonomie des appareils.

Au-delà du sort d'un seul dirigeant, cette affaire pose une question piquante : Apple reste-t-elle encore le terrain de jeu idéal pour les ingénieurs stars, ou la concurrence en quête de talents pour ses propres puces et ses modèles d'IA commence-t-elle à devenir plus séduisante ? Si Johnny Srouji finit par faire ses cartons, la firme conservera ses plans à moyen terme, mais perdra l'homme qui sait mieux que quiconque comment transformer ces feuilles de calcul en produits que des millions d'utilisateurs allument chaque matin.

Un peu de poussière et beaucoup de nostalgie : le lecteur de bande renaît



Dans son atelier, un passionné d'informatique rétro a ressuscité la bande perforée en créant une version remise au goût du jour. Ce projet un brin surprenant, baptisé Putapre, redonne vie à une technologie que même des informaticiens n'ont peut-être jamais vue fonctionner.

Avant que les disquettes puis les clés USB envahissent nos bureaux, les premières machines déchiffraient des rubans de papier troués. Ces bandes perforées ont depuis longtemps cédé la place aux supports magnétiques. Pourtant, Skyriver a décidé de leur offrir une seconde jeunesse. Pour ce faire, il a conçu un lecteur de bande perforée fonctionnel avec les technologies d'aujourd'hui, en abandonnant les mécanismes à contact des vieux appareils au profit d'un système optique plus épuré.

Un passionné d'informatique ravive l'utilisation de la bande perforée

Le Putapre repose sur un ensemble réduit de composants : un microcontrôleur PIC18 8 bits connecté en USB, un phototransistor et une LED infrarouge. Le système utilise un faisceau lumineux traversant les perforations de la bande, tandis que le capteur enregistre les variations pour permettre la lecture.

Skyriver indique que l'équilibrage entre l'intensité de la LED et la sensibilité du phototransistor a nécessité de nombreux ajustements afin d'éviter les déclenchements indésirables et d'obtenir des transitions fiables. La réduction de la diaphonie entre canaux a demandé plusieurs modifications matérielles. Le choix du papier s'est également révélé important, certains supports réagissant différemment au passage de la lumière.

Des ajustements nécessaires pour faire revivre la lecture sur bande

Pour maintenir la bande alignée devant la LED et le capteur, Skyriver a conçu un guide imprimé en 3D. Cette pièce empêche tout déplacement du support lors de l'avancement et stabilise le trajet optique. Ces ajustements ont été nécessaires pour obtenir une lecture régulière. Sur le plan logiciel, les fonctions se limitent pour l'instant aux opérations essentielles, même si des améliorations sont visiblement prévues. La vitesse demeure quant à elle relativement modeste : environ cinquante octets par seconde. C'est plus rapide que les anciens lecteurs à contact, certes, mais on reste loin des débits actuels. Skyriver songe même à créer une perforatrice compacte pour produire des bandes sans recourir à des fichiers vectoriels et des découpeuses laser.

Bien entendu, ce lecteur de bande perforée ne va pas bouleverser le monde du stockage numérique. En revanche, il est la matérialisation de cette curiosité qui incite certains bricoleurs à explorer les technologies d'hier, à comprendre leurs mécanismes et à les faire revivre malgré leur obsolescence. Dans une époque où tout court après la vitesse et l'efficacité, ce genre d'expérimentation rappelle qu'on peut aussi créer pour le simple plaisir de bricoler (et peut-être, aussi, la satisfaction d'avoir réussi un défi personnel).

Brèves

X écope d'une amende de 120 M€ en Europe

La Commission européenne a estimé que le site détenu par Elon Musk a enfreint plusieurs règles du DSA (digital service act). Les manquements comprennent la conception trompeuse de sa « coche bleue », qui était initialement réservée à des personnes validées et qui ensuite a été ouvert à tous les clients payants. L'UE constate par ailleurs le manque de transparence de son répertoire publicitaire et le fait de ne pas avoir donné aux chercheurs accès aux données publiques. En conséquence, la

Commission a infligé une amende de 120 M€ à X et rappelle que la sanction est calculée en tenant compte de la nature de ces infractions, de leur gravité en termes d'utilisateurs de l'UE concernés et de leur durée. X dispose d'un délai pour se conformer au DSA et s'expose à des astreintes en cas de poursuite des manquements.

FreeBSD 15 lancé

La dernière version de la distribution Linux apporte de nombreux correctifs et abandonne la prise en charge 32 bits sur x86 et Power, tandis que le support d'ARM-v7 est maintenu. Autre

changement important, la possibilité de choisir d'installer l'OS via le système pkgbase encore en version expérimentale. Il modifie l'approche actuelle d'avoir une installation monolithique pour aller vers quelque chose de plus modulaire. La distribution améliore la gestion de l'alimentation, notamment la mise en veille et la reprise. La connectivité sans-fil a également été optimisée avec le support d'un plus grand nombre de puces WiFi. Sur le plan de la sécurité, elle prévoit l'intégration d'OpenZFS 2.4.0-rc4, d'OpenSSL 3.5.4 et d'OpenSSH 10.0 p2, ainsi que de nouveaux systèmes de chiffrement résistants à l'informatique quantique.

IL SERA PRÊT FIN 2026

Land Rover prépare le prochain restylage du Range Rover Sport SV

Si le groupe Jaguar Land Rover investit massivement dans les voitures électriques, les marques anglaises continuent à travailler sur les modèles thermiques. Ainsi, Land Rover prépare le restylage du Range Rover Sport SV, un modèle sportif qui développe 635 ch.



Jaguar et Land Rover se remettent doucement de l'attaque informatique de cet été dont le coût est estimé à 2 milliards d'euros ! Même si le gouvernement britannique est venu au secours des fournisseurs du groupe, les marques anglaises travaillent sur de nouveaux modèles afin de relancer la machine, mais aussi sur des restylages, c'est le cas de Range Rover qui met au point le prochain lifting du Range Rover Sport SV, un lifting prévu pour la fin de 2026.

Sur les prototypes que nos chasseurs de scoop ont surpris on distingue une calandre redessinée, de légères modifications au niveau des boucliers avant

et arrière. Un bouclier arrière qui reçoit de plus, un nouveau diffuseur et des sorties d'échappement qui sont désormais centrales et rectangulaires. Pour le moment, le modèle étant très camouflé il est difficile de distinguer d'autres modifications.

Le futur Range Rover Sport SV va conserver son puissant V8

Il est aussi impossible de savoir quelles seront les améliorations apportées sur la motorisation de ce modèle restylé. Actuellement le V8 4.4 du Range Rover Sport SV développe une puissance de 635 ch et également 750 Nm

de couple. Il faudra attendre sa présentation pour voir si ces valeurs sont en hausse. Ce qui est sûr, c'est que ce modèle va conserver son système de suspension « 6D Dynamics » qui permet de réduire le roulis et le tangage lors des accélérations, des freinages et lors des passages à haute vitesse en virage. Un système performant et indispensable pour une telle auto qui accuse plus de 2,5 tonnes sur la balance.

Une gamme qui ne devrait pas être transformée profondément

L'actuel SUV Range Rover Sport de troisième génération est un véhicule

qui conjugue le luxe et la sportivité, en particulier dans cette version sportive de 635 ch.

La gamme se compose également d'autres motorisations comme les blocs MHEV essence (530 ch) et diesels (250 et 350 ch) ainsi que des hybrides rechargeables de 460 et 550 ch qui permettent une autonomie électrique d'un peu plus de 100 km, selon la norme WLTP. Au sommet de la gamme, on trouve le modèle SV à moteur V8 MHEV de 635 ch qui est fortement pénalisé par le malus écologique, mais aussi le malus au poids. Et il y a peu de chance que cela change avec le modèle restylé.

NOUVELLE TOYOTA GR GT

Un V8 hybride et de grandes ambitions

Avec la GR GT hybride à moteur V8, Toyota veut s'offrir le scalp de Ferrari et Lamborghini. Aussi bien sur routes ouvertes que sur les circuits du monde en compétition avec une variante GT3 ! Ce n'est un secret pour personne que Toyota développe une voiture supersportive depuis un certain temps, mais les informations concrètes manquaient. Aujourd'hui, la division Gazoo Racing du constructeur japonais lève une grande partie du voile qui couvrait la GR GT. La principale nouvelle est qu'on retrouvera un moteur V8 hybride sous le capot avant de la voiture.

Ce V8 monté en position centrale avant affiche une cylindrée de 4 litres, reçoit l'aide d'un module électrique placé devant la transmission et de deux turbo-compresseurs, et transmet 650 ch et 850 Nm aux roues arrière par l'intermédiaire d'un embrayage mécanique et d'une boîte de vitesses automatique à huit rapports.

À noter : la nouvelle Lexus LFA, techniquement proche de la Toyota GR GT, opte pour un



groupe motopropulseur entièrement électrique.

V8 Hybride biturbo

Ferrari, Lamborghini et Porsche sont prévenus, la division Gazoo Racing de Toyota place la barre très haut. Et pour cause, la GR GT est conçue comme une voiture de course homologuée pour la route. Lors du développement, l'accent a donc été mis sur un centre de gravité le plus bas possible, un poids réduit (moins de 1750 kg) avec



une grande rigidité structurelle et une efficacité aérodynamique poussée.

La Toyota GR GT, longue de 4,8 m, combine une structure de base en aluminium et des panneaux de carrosserie en CFRP (plastique renforcé de fibre de carbone). Le châssis est équipé de doubles triangles superposés, de freins Brembo en carbone-céramique et de pneus Pilot Sport Cup 2 fournis par Michelin. La répartition des masses sur les deux essieux est favorable à la motricité (45/55). Si vous cherchez à obtenir des temps au tour très rapides, vous pourrez également jouer avec de nombreux paramètres des systèmes d'aide à la conduite.

C'est une bonne chose que Toyota construise une véritable supersportive à moteur V8, le constructeur japonais tirant pleinement parti du savoir-faire issu des courses GT et du programme WEC. Dommage qu'il faille attendre 2027 pour que la GT GR et sa dérivée GT3 soient réellement prêtes à rendre la vie difficile à Ferrari et Porsche.

PÉTROLE

Le Brent en légère baisse à 63 dollars

Les cours du pétrole sont en légère baisse lundi, le marché s'inquiétant de signes de ralentissement de la demande malgré les risques géopolitiques persistants. Vers 10H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, perdait 0,77% à 63,26 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, gagnait 0,82% à 59,59 dollars. Cette semaine, le marché portera son regard sur les rapports mensuels sur le marché pétrolier publiés par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 9 décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIE

Le dollar sans éclat, une baisse de taux toujours escomptée

Le dollar est au point mort lundi, la légère accélération de l'inflation américaine vendredi n'ayant pas sapé les prévisions du marché d'une baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed) cette semaine.

Vers 10H35 GMT, le billet vert perdait 0,07% ce matin par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1651 dollar pour un euro, et s'affichait stable (+0,02%) contre la livre sterling, à 1,3325 dollar.

Aux Etats-Unis, l'indice PCE a progressé à 2,8% sur un an en septembre, un taux d'inflation en ligne avec le consensus des analystes compilé par Bloomberg, contre 2,7% en août. Malgré ce chiffre, supérieur à l'objectif de 2% de la Fed, les investisseurs s'attendent toujours à ce que la banque centrale américaine abaisse ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage à l'issue de sa réunion mardi et mercredi.

MDN

Saïd Chanegriha s'enquiert de l'état de santé des blessés de l'accident survenu à Beni Abbes

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a rendu visite, lundi à l'hôpital central de l'Armée à Ain Naadja, aux blessés de l'accident de la route survenu à Beni Abbes, pour s'enquérir de leur état de santé, indique un communiqué du ministère de la Défense (MDN). "Suite au tragique accident de la route survenu samedi 6 décembre 2025 dans la wilaya de Beni Abbes, causant le décès de (14) citoyens, dont deux (2) militaires, et la blessure de plusieurs autres personnes, et en exécution des instructions de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, (19) blessés (4 citoyens civils et 15 personnels de l'ANP) ont été évacués vers l'hôpital central de l'Armée à Ain Naadja /1 RM, et ce, afin de recevoir les soins et la prise en charge nécessaires", souligne la même source.

Dans ce cadre, ajoute le communiqué, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, accompagné du directeur central des services de santé militaire du MDN, "s'est rendu dans la matinée d'aujourd'hui, lundi 08 décembre 2025, au chevet des blessés à l'hôpital central de l'Armée à Ain Naadja/1 RM, où il s'est enquis de leur état de santé et les a assurés, ainsi que leurs familles, de son soutien, tout en leur souhaitant un prompt rétablissement".

LA REVUE EL DJEICH SOULIGNE

«Notre Histoire est plus noble que leurs affabulations»

Préserver l'identité et la mémoire de la nation est un devoir sacré.

Comme le souligne la Revue El Djeich N° 749, décembre dans un article intitulé « Notre Histoire est plus noble que leurs affabulations », « Préserver le plus précieux héritage laissé par nos illustres ancêtres et protéger le legs sacré qu'ils nous ont confié exige de rester indéfectiblement lié à notre Histoire glorieuse et à notre mémoire authentique ». La Revue El Djeich souligne que « elle est le cœur battant de notre Patrie, l'artère qui nourrit son présent et construit son avenir, la lumière qui guide les générations successives dans la construction d'un pays fort, sûr et prospère, en s'inspirant des valeurs nobles de fidélité, de loyauté, d'héroïsme et de sacrifice, qui ont façonné la grandeur de nos aïeux. » Quand des pseudo-savants pédants menacent l'unité nationale et la mémoire collective

Dans un monde où les opinions se multiplient et où les informations circulent rapidement, certaines voix mal intentionnées tentent de dénigrer le passé national. La Revue El Djeich en garde contre ces manipulations soulignant que « certains pseudo-savants pédants surgissent de temps à autre, se croyant fallacieusement maîtres des secrets de l'Histoire et des contours de la géographie

pour dénigrer notre passé glorieux et s'en prendre à nos symboles nationaux. » Ces attaques, souvent justifiées par « liberté d'expression » ou simple divergence d'opinion, menacent l'unité nationale et la mémoire collective.

La divergence d'opinion peut enrichir une société, mais seulement lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de « nos principes indéfectibles, nos valeurs immuables, notre Histoire, notre mémoire, nos constantes et dans un cadre qui nous rassemble et qui ne nous divise en aucun cas », ajoute la Revue El Djeich, précisant que toute tentative de falsification ou de dénigrement constitue « une atteinte flagrante à un passé glorieux érigé par des hommes qui ont tout sacrifié pour que nous vivions libres et dignes sur notre terre bénie. »

Les chaînes de la domination de la tyrannie et de l'humiliation affranchies L'Histoire de l'Algérie est jalonnée d'étapes majeures façonnant sa grandeur. « A travers ce long et riche parcours, l'Algérie a vu se succéder à chaque phase de notre prestigieuse Histoire des noms de héros qui ont offert les plus beaux exemples de courage, d'abnégation et de sacrifice, notamment durant la période du joug colonial, lorsque l'occupant tenta d'effacer notre identité nationale et nos fondements culturels et civilisationnels»,

indique encore la Revue El Djeich, soulignant que ces résistances ont donné naissance à l'Armée de libération nationale et à une révolution noble et universelle par ses objectifs, avec « l'affranchissement des chaînes de la domination de la tyrannie et de l'humiliation. »

Ces héros et héroïnes, unis autour du projet de recouvrement de la souveraineté et de l'édification de l'Algérie indépendante, resteront gravés dans la mémoire collective, affirme la Revue El Djeich, ajoutant qu'« ils demeureront éternels dans la mémoire de la Patrie et des générations successives, tels une couronne sur nos têtes, leurs noms gravés dans le registre de notre Histoire restera plus grand que tous les sceptiques, les détracteurs et les affabulateurs. »

La Revue El Djeich insiste sur « la valeur sacrée de l'Histoire », soulignant que « notre Histoire ne se résume pas à de simples contes narrés sur les places publiques en contrepartie de quelques pièces, ni des énigmes racontées par les grands-mères à leurs petits avant de dormir, ni même une marchandise négociée par des commerçants obsédés par le profit. » Elle est, au contraire, « une succession d'événements rayonnants et ancrés qui ont façonné la grandeur éternelle de notre pays et sa fierté. »

SÛRETÉ D'ALGER

Arrestation d'un individu impliqué dans des cyberattaques

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation d'un individu pour avoir mené 140.000 cyberattaques à travers la fourniture et la diffusion de données techniques utilisées pour le piratage de systèmes de traitement automatisé de données, indique lundi un communiqué des

mêmes services.

"Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant du Service de wilaya de la Police judiciaire, ont procédé à l'arrestation d'un individu pour avoir délibérément conçu, fourni et diffusé des données techniques uti-

lisées pour commettre le délit d'accès frauduleux à des systèmes de traitement automatisé de données", a précisé la même source.

L'affaire fait suite à "la détection, par la Brigade de lutte contre la cybercriminalité, d'une plateforme électronique proposant le service de création de sites de phishing

destinés au piratage de comptes électroniques. Des comptes diffusant des liens malveillants, usurpant l'identité de personnalités connues et accompagnés de liens frauduleux destinés au piratage, ont également été repérés", a ajouté la même source.

HABITAT

Lancement des projets AADL 3 dans sept wilayas à ce jour

Le nombre de logements, dont la réalisation a été lancée à ce jour dans le cadre du programme location-vente "AADL 3", s'est élevé à 17.600 unités, réparties sur sept wilayas, indique, lundi, un communiqué de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). Le coup d'envoi du premier projet dans le cadre du programme "AADL 3" a été donné par le président de la République, M. Abdelmad-

jid Tebboune, le 20 novembre dernier au niveau du Pôle urbain "Sissaoui" dans la wilaya de Constantine, où 8.050 logements sont en cours de réalisation. Il a été procédé également au lancement d'un projet de 1600 logements au Pôle urbain "El Bakrat" dans la wilaya de Ouargla, d'un projet de 2000 logements au Pôle urbain "Ouled Khaled" dans la wilaya de Saïda, d'un projet de 1400 logements dans la wilaya de Médéa,

de 1000 logements à Boulhaf Dir dans la wilaya de Tébessa, et 2400 logements dans la wilaya de Mascara.

Il s'agit aussi du projet de 1150 logements dans la wilaya de Laghouat, dont la première pierre a été posée lundi par le directeur de l'Agence "AADL", Riad Guemdani, en compagnie du wali de Laghouat, Mohamed Benmalek.

UTILISATIONS PACIFIQUES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE NUCLÉAIRES

Signature d'une déclaration commune entre l'Algérie et l'AIEA

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, lundi au siège du ministère, par visioconférence, avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano

Grossi, indique un communiqué du ministère. Ces entretiens s'inscrivent dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de ce qui a été convenu entre les deux parties lors de la visite officielle, effectuée par le Directeur général de l'AIEA en Algérie, en octobre dernier, précise la même source.

A l'issue des entretiens, les deux parties ont signé une déclaration commune sur la coopération entre l'Algérie et l'AIEA dans le domaine des utilisations pacifiques de la science et de la technologie nucléaires, dans l'objectif de "renforcer l'assistance technique apportée par l'AIEA au profit de l'Algérie, notam-

ment à travers l'élaboration d'une étude sur le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans les domaines de la production d'électricité, de la santé, du dessalement de l'eau de mer et de l'agriculture", note le communiqué du ministère.